



LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE ET SA DIMENSION SOCIALE

RÉAFFIRMER LE MODÈLE SOCIAL- DÉMOCRATE EUROPÉEN EN DES TEMPS AGITÉS

RÉSUMÉ

Des décennies de politiques néolibérales ont conduit à des déséquilibres économiques, une polarisation sociale et une instabilité politique. La rupture transatlantique, depuis le retour de Donald Trump, ajoute une pression considérable sur l'intégration européenne. Bâtir la souveraineté européenne et réaffirmer notre modèle social basé sur un régime de développement durable sont les trois volets du même agenda complexe. Aujourd'hui, le projet de programme politique des conservateurs et de l'extrême droite, inspiré des États-Unis, est axé sur la déréglementation et une dilution de l'autonomie réglementaire européenne. Il va à l'encontre des décisions politiques européennes à l'origine du socle européen des droits sociaux, de son plan d'action adopté à Porto, et de la déclaration de La Hulpe.

La souveraineté européenne a besoin d'une base sociale, pas d'un projet américain. Une Europe forte à l'étranger dépend de la résilience à l'intérieur de ses frontières. La souveraineté doit donc comprendre une dimension sociale renouvelée et renforcée, avec une capacité d'investissement et des filets de sécurité plus solides. Elle implique également de protéger les citoyens, de renforcer la solidarité et d'assurer le contrôle démocratique du pouvoir économique.

Cette note politique propose de ranimer la dimension progressiste de la gouvernance de l'UE dans cette nouvelle réalité géopolitique. Elle propose un nouvel agenda de pilotage socio-économique de l'UE autour des points suivants : promouvoir le modèle social en tant que dimension clé de l'agenda pour la souveraineté européenne ; renforcer la capacité d'emprunt de l'UE ; renforcer le pilotage économique et les droits sociaux ; relancer les services publics ; et replacer les objectifs sociaux au cœur de l'agenda de l'intégration européenne et de sa gouvernance.

Ce chemin vers "Porto 2.0" fournirait les piliers nécessaires à la souveraineté européenne pour qu'elle acquière une légitimité politique et pour renforcer les caractéristiques social-démocrates de l'intégration européenne.



AUTHORS

LÁSZLÓ ANDOR

Secrétaire général de la FEPS

ROBIN HUGUENOT-NOËL

Chercheur postdoctoral à la
Freie Universität Berlin (FU)

EN PARTENARIAT AVEC

Note politique publié en juillet 2026 par

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



LA FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES (FEPS)

Fondation politique européenne - N° 4 BE 896.230.213
Avenue des Arts 46 1000 Bruxelles (Belgique)
www.feps-europe.eu
@FEPS_Europe

EN PARTENARIAT AVEC



LA FONDATION FRIEDRICH EBERT REPRÉSENTATION AU PORTUGAL

Av. Sidónio Pais 16 1º Dto, 1050-215
Lisbonne (Portugal)
www.portugal.fes.de
@fesportugal



LA FONDATION RES PUBLICA

Av. da República, n.º34 – 8º andar 1050-193
Lisbonne (Portugal)
www.fundacaorespublica.pt
@respublicafundacao



SOLIDAR

Avenue des Arts, 50, Bte 5, 2ème étage, 1000
Bruxelles (Belgique)
www.solidar.org
@Solidar_EU



JOHANNES
MIHKELSONI
KESKUS

CENTRE JOHANNES MIHKELSON

Riia 13-23,
Tartu (Estonie)
www.jmk.ee
@jmk1993



PROFORUM

Batkova 1 841 01
Bratislava (Slovénie)
www.proforum.sk
@progresivneforum



Cette note politique a été produite avec le soutien financier du Parlement européen. Elle ne représente pas le point de vue du Parlement européen.

REMERCIEMENTS

La FEPS tient à remercier tous les experts, militants et législateurs qui ont participé à la création de cette note politique, que ce soit par des conversations, des réunions ou des contributions écrites.

Copyright © 2026 par la Fondation européenne d'études progressistes, la Fondation Friedrich Ebert Portugal, la Fondation Res Publica, SOLIDAR, le Centre Johannes Mihkelson, et Proforum

Éditeur de contenu : François Balate (FEPS)
Coordnatrice du projet : Vanessa Zwisele (FEPS)
Correctrice : Rosalyne Cowie
Traduction : Language Buró/Valentina Farallo
Mise en page : Downtown
Image de couverture : Shutterstock/GrAI

Citation suggérée : Andor, L. et R. Huguenot-Noël (2026). « La souveraineté européenne et sa dimension sociale - Réaffirmer le modèle social-démocrate en des temps agités ». Note politique. Fondation européenne d'études progressistes.

ISBN : 978-2-39076-075-7

Numéro de dépôt KBR : D/2026/15396./26

ÍNDICE

1. Introduction – Le défi transatlantique.....	5
2. Vers un découplage à l'américaine?	6
2.1 L'emploi en hausse	7
2.2 Les indicateurs sociaux stagnent	8
3. Les points forts du modèle social européen	10
3.1 Soutien public à la politique sociale de l'UE.....	10
3.2 Europe/États-Unis : comparaison des performances en matière de protection sociale.....	13
4. Pilotage macroéconomique au-delà du modèle américain.....	15
4.1 De Draghi light à Draghi plus	15
4.2 Devenir un investisseur souverain.....	16
4.3 La renaissance industrielle au-delà du modèle américain	18
5. Stimuler l'économie avec une boussole sociale	19
5.1 O La « perspective d'une vie meilleure » grâce à la réglementation européenne.....	19
5.2 Le pouvoir stratégique des marchés publics.....	20
5.3 La valeur démocratique des services publics.....	22
6. Conclusion – Réaffirmer le modèle social-démocrate européen.....	25
Autres lectures.....	27
À propos des auteurs.....	32
À propos de la FEPS et des partenaires.....	33

1. Introduction – Le défi transatlantique

Le néolibéralisme, devenu un paradigme dominant de l'économie politique et de l'ordre international dans les années 1990, a engendré des crises financières et des déséquilibres mondiaux sans précédent. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les États-Unis se sont résolument détournés de l'internationalisme libéral au profit d'un régime d'unilatéralisme et de nationalisme économique.

Avec ce revirement dans la politique des États-Unis, les forces d'extrême droite en Europe se sont senties pousser des ailes, alors même qu'elles avaient déjà commencé à gagner des voix aux élections au cours de la dernière décennie. De Viktor Orbán en Hongrie à Nigel Farage au Royaume-Uni, en passant par Giorgia Meloni en Italie et Jordan Bardella en France, les leaders ont pris l'engagement solennel de réduire les espaces civiques, de réaliser des coupes dans le financement des organisations non gouvernementales, de faire reculer les droits des femmes et de détourner les médias publics, dans l'espoir de mobiliser la force de frappe financière des États-Unis. La publication de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis en décembre 2025 a aggravé les risques que des forces politiques locales soient utilisées pour affaiblir le pouvoir d'action extérieur de l'Union et sa cohésion interne.

La réponse des dirigeants de l'UE au défi transatlantique a revêtu le langage de la « souveraineté européenne », mais son opérationnalisation a été incohérente. Dans les domaines de la défense et de la sécurité, l'Europe se dirige concrètement vers une « autonomie stratégique » et elle a commencé à organiser une capacité de défense collective. Sur le front économique et social, cependant, l'alliance des conservateurs et de l'extrême droite a adopté un programme de financiarisation et de déréglementation inspiré des États-Unis, désignant l'État-providence et la protection de l'environnement comme les coupables de tous les maux dont souffre l'économie.

En janvier 2026, des universitaires de premier plan, dont Dominique Méda, Thomas Piketty, Katharina Pistor et Jonathan White, entre autres, ont averti que « alors que les empires s'emparent des ressources et rejettent le droit international, l'UE doit forger un nouveau fédéralisme social ; ou devenir un vassal »¹. Cette note politique relève ce défi : elle définit ce que pourrait impliquer un projet tel que celui-ci et identifie des priorités concrètes pour l'action de l'UE.

Pour affirmer cette vision, il convient de commencer par définir la souveraineté européenne de manière plus exhaustive : donner une définition qui non seulement exprime une alternative à la logique des relations internationales décrite par Thomas Hobbes, mais qui intègre également son ambition extérieure de résister à la subordination dans un engagement renouvelé envers ses propres fondements normatifs. Plus précisément, nous soutenons qu'un agenda de souveraineté européenne crédible doit comporter une dimension sociale claire, qui réaffirme le rôle de l'État-providence en tant que *stabilisateur démocratique* dans les économies post-industrielles.

Cet agenda repose spécifiquement sur trois propositions :

- 1. Fondamentalement, la souveraineté européenne consiste à définir et à défendre un modèle propre à l'Europe**, c'est-à-dire ses valeurs, ses règles et ses sources spécifiques de légitimité politique et de cohésion sociale. Elle doit pour cela commencer par renoncer à imiter des modèles étrangers (que ce soit l'usine dédiée à l'exportation de Pékin ou la course à la déréglementation de Washington) et réaffirmer, en lieu et place, le rôle de pierre angulaire que joue son modèle social-démocrate dans son propre régime de croissance.
- 2. Pour être forte à l'extérieur, l'Europe doit d'abord être solide à l'intérieur.** Elle doit pour ce faire renforcer sa résilience macroéconomique et sociale en tant que fondement de sa souveraineté, afin de garantir que l'UE peut traverser les crises (que ce soient les chocs économiques, les pressions migratoires ou les guerres d'agression) sans sacrifier ses valeurs fondamentales ni compter sur des aides externes pour la sortir des

difficultés. À une époque où les crises semblent être la « nouvelle normalité », la souveraineté revient à concevoir des institutions et des politiques qui protègent les citoyens, préservent la solidarité et empêchent la fragmentation le moment venu.

3. La véritable souveraineté exige que la politique démocratique prévale sur le pouvoir du marché.

Lorsque les capitaux ne se retrouvent qu'entre les mains d'un petit nombre, les risques augmentent que les flux d'information, les décisions économiques et les priorités sécuritaires en viennent à suivre des intérêts privés, ce qui restreint le choix démocratique. Alors que l'inquiétude monte sur les oligopoles, l'Europe doit être fière de sa tradition réglementaire qui consiste à accorder la priorité aux services publics (des soins de santé aux écoles) bien avant la rentabilité privée, tout en répondant aux demandes des citoyens qui veulent que leurs impôts soient mieux utilisés.

Il n'y a pas si longtemps, les institutions de l'UE elles-mêmes avaient tracé une voie progressiste fondée sur des objectifs concrets et des solutions politiques pour concilier ambition économique et progrès social. Avec le Pacte vert pour l'Europe, l'UE était devenue un leader mondial en faisant de son ambition climatique le moteur de son modèle de développement. Conséquence de l'orientation suivie par l'UE après 2014, les dirigeants de l'UE s'étaient engagés à prendre des engagements politiques de haut niveau par le biais du socle européen des droits sociaux (SEDS) et du plan d'action du Sommet social de Porto.

Cinq ans après le Sommet de Porto (2021), la mise en œuvre sans grand enthousiasme par l'Europe de ses propres engagements a réduit son contrat social comme une peau de chagrin. Pour redresser la situation, nous proposons une feuille de route pour Porto 2.0, en commençant par un examen critique des domaines dans lesquels les objectifs de Porto ne sont pas atteints. Après avoir présenté les défauts du « modèle de compétitivité à l'américaine » et la valeur ajoutée de l'UE, nous définissons cinq

priorités pour un nouveau programme de pilotage socio-économique de l'UE :

4. **Promouvoir le modèle social** en tant qu'élément clé de la lutte de l'Europe pour son autonomie stratégique ;
5. **renforcer la capacité d'emprunt de l'UE** pour débloquer des investissements et élargir l'espace budgétaire pour faire face aux tensions géopolitiques et aux impératifs climatiques et contribuer à la stabilisation sociale ;
6. **resserrer le pilotage économique et renforcer les droits sociaux** en utilisant les règles de passation des marchés publics pour favoriser une grande voie vers la compétitivité ;
7. **relancer les services publics pour lutter contre la précarité sociale**, en supprimant les contraintes de l'UE et en ajoutant des ressources pour l'action infranationale ; et
8. **remettre les objectifs sociaux** au cœur de l'agenda de l'intégration européenne et de ses outils de gouvernance pour assurer une mise en œuvre efficace.

2. Vers un découplage à l'américaine ?

Après la débâcle qu'a été la crise de la zone euro, nous savons que l'UE a opéré un « virage social » progressiste dans sa politique économique au cours de la dernière décennie. L'adoption du SEDS en novembre 2017 s'est avérée être la plus symbolique des initiatives entreprises, dans la mesure où elle définissait une feuille de route claire énonçant 20 principes pour faire progresser l'égalité des chances sur le marché du travail, des conditions de travail équitables et l'inclusion sociale. La déclaration de Porto signée en mai 2021 a été un autre tournant décisif, les dirigeants de l'UE et les partenaires sociaux s'étant engagés en faveur d'un « plan d'action » commun et plus concret pour le déploiement du SEDS. Plus précisément, le plan d'action fixe de nouveaux objectifs sociaux à atteindre d'ici 2030. D'ici là, 78 % des personnes

âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi, avec au moins 60 % des adultes suivant une formation chaque année, et le nombre de personnes en risque de pauvreté et d'exclusion sociale (AROPE) devrait être réduit d'au moins 15 millions, dont au moins 5 millions d'enfants.

Avant le Sommet social de Porto, nous avons salué cette initiative en mettant toutefois en garde contre l'hypothèse répandue voulant que l'emploi *tout court* aurait un effet de « ruissellement » sur la protection sociale². Alors que les objectifs de Porto remontent à près de cinq ans, nous devons tout d'abord faire le point sur les progrès accomplis par rapport à ces objectifs depuis lors.

2.1 L'emploi en hausse

L'amélioration quantitative du niveau d'emploi en Europe est une heureuse évolution. Selon les dernières estimations d'Eurostat, l'UE est actuellement sur la bonne voie pour atteindre son objectif global en matière d'emploi d'ici 2030. En 2024, le nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans dans l'UE occupant un emploi avait atteint 75,8 %, un record historique et une augmentation remarquable depuis 2017 (où ce chiffre s'élevait à 70,9 %). La formation des adultes est également en hausse, avec 47 % des adultes âgés de 25 à 64 ans suivant une formation en 2022 (une augmentation de 2,9 points de pourcentage (pp) depuis 2016).

À première vue, la hausse du taux d'emploi est une bonne nouvelle : outre sa fonction sociale au niveau individuel, plus d'emplois dans des sociétés de plus en plus âgées contribue à stabiliser les ratios de dépendance, à soulager les pénuries de main-d'œuvre et à élargir l'assiette fiscale nécessaire pour financer les retraites, les soins de santé et les soins de longue durée. Mais le taux global peut également masquer de fortes disparités et des contreparties difficiles.

Premièrement, le produit de la récente relance économique de l'UE n'a pas été partagé à grande échelle. En se penchant sur les performances en matière d'emploi dans les différents pays, une

divergence grandissante apparaît : si certains États membres ont déjà atteint leurs objectifs nationaux pour 2030, d'autres, comme la France, l'Italie, la Belgique, la Bulgarie et la Finlande, auraient besoin d'une croissance annuelle de l'emploi plus rapide qu'avant la pandémie pour rester sur la bonne voie³. En matière d'éducation et de reconversion, en regardant de plus près les compétences numériques de base, certains pays obtiennent invariablement des résultats fragiles, et une disparité toujours plus forte apparaît entre eux⁴.

Dans le cadre de ses « objectifs secondaires », l'UE s'est fixé pour but de réduire de moitié l'écart entre les hommes et les femmes d'ici 2030⁵. Si cet écart s'est bel et bien quelque peu réduit (-0,6 pp depuis 2019), il reste toutefois de 10 pp, un chiffre aussi élevé qu'en 2024. Dans plusieurs États membres, l'écart semble même s'être légèrement creusé depuis 2019, reflétant des facteurs structurels bien connus : la surreprésentation des femmes dans le travail à temps partiel et peu rémunéré, la répartition inégale des aidants non rémunérés, et les désavantages cumulatifs qui durent jusqu'à la retraite⁶. Le dernier objectif de Porto lié à l'emploi était de réduire la part des jeunes sans emploi, non scolarisés ou sans formation (NEET) de 12,5 % en 2019 à 9 % en 2030. En 2024, 11,1 % des jeunes se trouvaient encore dans ce genre de situation.

Même si la demande de main-d'œuvre augmente, la question de la qualité de l'emploi reste aujourd'hui une source de préoccupation pour beaucoup. Bien que le sommet de Porto n'ait pas fixé d'objectif sur les droits du travail, la déclaration de *La Hulpe* (mise en avant par les présidences espagnole et belge du Conseil en 2024) a cherché à atteindre les objectifs de Porto en accordant plus d'importance à des conditions de travail adéquates, des salaires équitables et au rôle de la négociation collective. Il reste toutefois des difficultés majeures à surmonter. Aujourd'hui, environ un travailleur sur dix vit toujours dans la pauvreté ; la pauvreté chez les individus qui travaillent est particulièrement répandue dans les ménages travaillant peu, les personnes en contrat à durée déterminée ou à temps partiel, celles dont les qualifications formelles sont limitées, les populations de migrants et les parents célibataires⁷;

dans le secteur privé, la gestion par les algorithmes et la généralisation des pratiques de sous-traitance ont aggravé les conditions de travail. En parallèle, dans le secteur public, le personnel dans les domaines de la santé, des soins et de l'éducation déclare de plus en plus manquer de ressources nécessaires pour fournir des services essentiels et dit être davantage exposé à des comportements hostiles⁸. Ce monde du travail en pleine mutation suscite des attentes quant à l'acte législatif sur des emplois de qualité (prévu pour la fin de l'année 2026) pour améliorer la protection des travailleurs, leur représentation et leur appropriation dans cette transition.

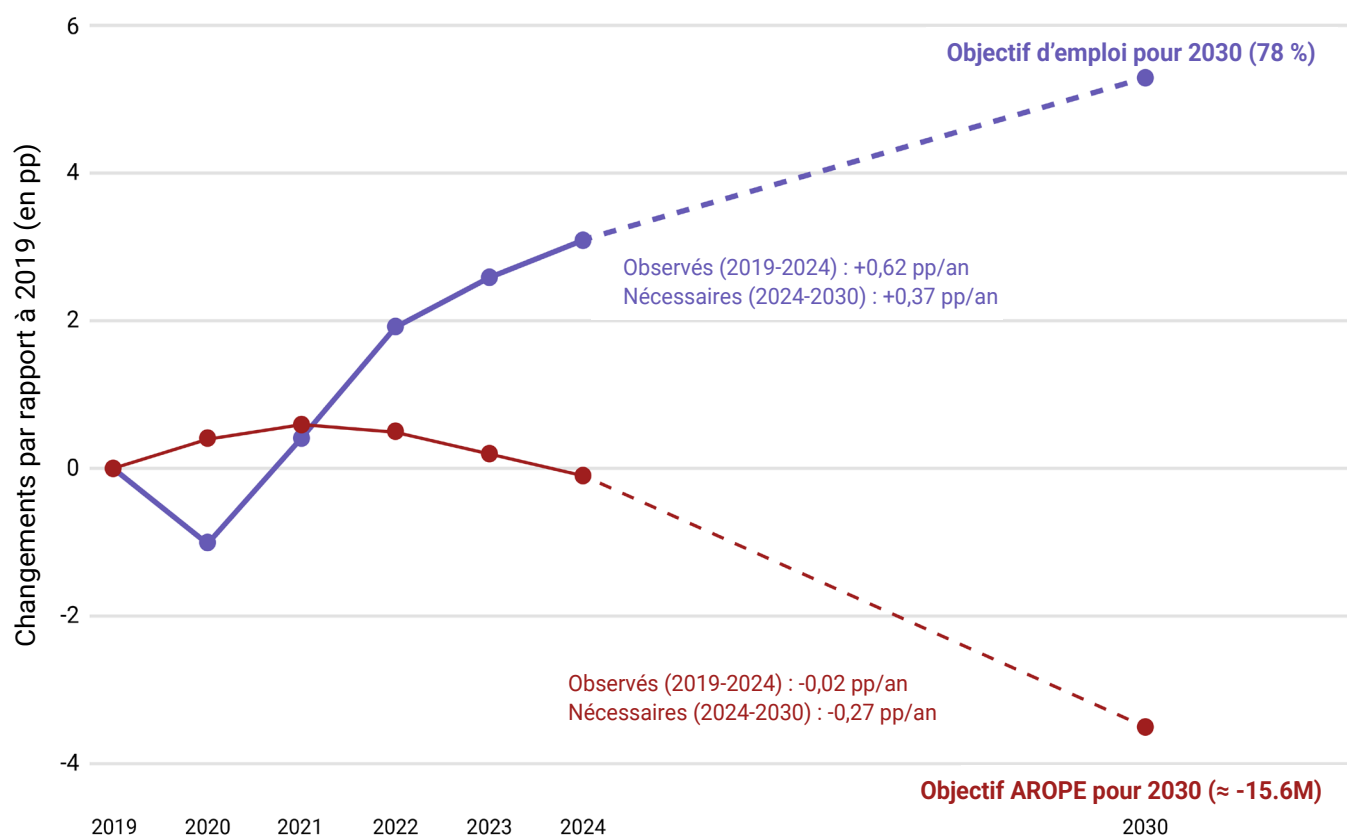
2.2 Les indicateurs sociaux stagnent

Comparativement aux objectifs en matière d'emploi, les progrès sur les objectifs d'inclusion sociale accusent du retard. Dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et de la crise énergétique qu'elle a engendrée, rien ne garantissait que les engagements de réduction de la pauvreté seraient maintenus. Malgré cela, les engagements des gouvernements nationaux ont dépassé les ambitions du Plan d'action et ils se sont engagés à réduire le nombre de personnes « en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale » (dites « AROPE » de l'anglais *At risk of poverty and social exclusion*) d'au moins 15,6 millions d'ici 2030⁹. Parmi elles, au moins 5 millions d'enfants devraient sortir de la pauvreté.

Or, les derniers indicateurs font ressortir un risque de retour en arrière sur ces promesses. En 2019 (année de référence pour le plan d'action du socle social), le nombre de personnes AROPE s'élevait à 92,235 millions, soit 21,1 % de la population de l'UE. Les données AROPE montrent que l'UE est toujours bien loin d'atteindre son objectif de réduction de la pauvreté¹⁰. Les tendances de la pauvreté chez les enfants sont encore plus dramatiques. En 2024, 19,524 millions d'enfants de moins de 18 ans étaient AROPE, soit 24,2 % de tous les enfants. Plus frappant encore, ce chiffre révèle une performance pire que celle de 2019, où il atteignait 23,7 %, soit 19,126 millions d'enfants.

En comparant ces tendances avec les progrès réalisés sur l'objectif pour l'emploi, il est évident que les efforts à déployer sur le front de la pauvreté devront être plus importants pour éviter un découplage (Figure 1). Entre 2019 et 2024, l'emploi chez les 20-64 ans a augmenté d'environ 0,6 pp par an, un rythme qui, s'il restait constant, permettrait à l'UE d'atteindre son objectif d'emploi pour 2030 (et même de pouvoir ralentir un peu à 0,4 pp par an). À l'inverse, le taux d'AROE n'a baissé que de 0,02 pp par an. Pour combler l'écart par rapport à l'objectif de réduction de la pauvreté d'ici 2030, il faudrait donc une baisse soutenue d'environ 0,6 pp par an jusqu'en 2030, soit une accélération du rythme d'environ 28 fois, par rapport à la tendance d'avant 2024.

Figure 1. Progrès vers les objectifs 2030 du Plan d'action du socle social.



Remarque : les lignes montrent les changements depuis 2019 en points de pourcentage (pp). Les segments en pointillés montrent ce qu'il reste à faire pour atteindre les objectifs de 2030. La pente observée indique l'évolution annuelle moyenne de chaque indicateur entre 2019 et 2024 (pp par an). La pente nécessaire montre le changement annuel moyen obligatoire à partir de 2024 pour atteindre les objectifs sociaux de l'UE à l'horizon 2030. Les valeurs sont exprimées en pp par an.

Malgré tous ses mérites, l'emploi ne peut pas être vu comme quelque chose qui va forcément sortir les individus de la pauvreté (pour plus de preuves, voir Kyriazi et al.¹¹). La pauvreté n'est presque jamais un phénomène purement monétaire : elle est étroitement liée à des besoins de santé non satisfaits, à l'incapacité de chauffer son logement comme il se doit, à des arriérés de loyer ou de prêts hypothécaires et à une protection sociale inadaptée. Pour les femmes, elle est souvent aggravée par les coûts cachés de leur position d'aidantes non rémunérées et l'insécurité de carrières discontinues. Ensemble, ces pressions façonnent les chances des jeunes dans la vie et sapent l'égalité des chances, soulevant

des questions d'équité intergénérationnelle et de cohésion sociale.

Une grande partie de la jeunesse européenne fait face aujourd'hui à des difficultés considérables pour avoir la bonne vie à laquelle elle aspire. Par rapport aux générations précédentes, le revenu des jeunes a stagné, leurs emplois sont peu rémunérés, le risque de pauvreté et les disparités intra-générationnelles ayant tous augmenté à un âge plus jeune¹². Le logement est un obstacle majeur : les prix d'achat et de location en particulier ont explosé au cours des dernières décennies (voir Kohl et al. pour une vision à long terme¹³). Cette évolution a entraîné une

baisse de l'accession à la propriété à un plus jeune âge et des problèmes de logements inaccessibles déclarés qui sont aujourd'hui trois fois plus élevés qu'il y a 20 ans¹⁴. Ces tendances, particulièrement dominantes dans les pays qui ont subi la Grande Récession (comme l'Irlande, l'Italie, l'Espagne et la Grèce) mais aussi en Allemagne, comportent des risques majeurs d'inégalités intergénérationnelles durables.

De nombreuses études académiques traitent de la relation entre d'une part la fermeture des services publics et la détérioration des conditions de travail, et d'autre part la montée en puissance des partis d'extrême droite¹⁵. L'essor de la droite radicale dans toute l'Union européenne est assurément un phénomène multidimensionnel. Mais il n'est pas difficile de reconstruire les mécanismes par lesquels, dans une Union où un quart des enfants sont exposés au risque de pauvreté, la détérioration des aspirations à la justice intergénérationnelle alimente le ressentiment politique. Cet « état social de l'Union européenne » amène donc à la question suivante : l'UE est-elle disposée à en venir à dissocier de la même manière que le « modèle » américain les caractéristiques de performance économique et sociale ?

En déclarant l'Europe à la dérive et manquant de confiance en elle, la stratégie de sécurité nationale américaine de Donald Trump a peut-être appuyé sur un point douloureux. Mais la bonne réaction face à la critique d'un prétendu allié ne devrait pas être la peur ou la surprise, mais la différenciation stratégique. Pour éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain, l'Europe devrait tirer des leçons de la force des États-Unis (sa fédération), tout en se prémunissant contre son talon d'Achille : la cohésion sociale.

3. Les points forts du modèle social européen

Les modèles de protection sociale en Europe sont divers, mais l'intégration économique européenne a également généré une convergence des systèmes de protection sociale et des relations industrielles. L'UE elle-même, et plus particulièrement depuis la stratégie de Lisbonne et la stratégie Europe 2020, a

commencé à jouer un rôle en orientant les systèmes nationaux de protection sociale vers des normes communes de prestation¹⁶.

Aujourd'hui, au lieu de regarder du côté de Washington ou de Pékin, les dirigeants européens devraient réaffirmer le modèle social-démocrate européen et faire valoir que des dispositions solides pour la protection sociale sont une condition sine qua non à la vitalité économique et à la cohésion politique du continent.

3.1 Soutien public à la politique sociale de l'UE

Historiquement, le modèle social européen a démontré que le progrès économique et le progrès social peuvent aller de pair et qu'ils doivent souvent fonctionner de manière synchrone. La demande macroéconomique ne peut se stabiliser qu'avec une assurance chômage adéquate ; nous l'avons appris de John Maynard Keynes, mais aussi de la propre expérience des Européens pendant la pandémie de COVID-19 et, à nos dépens, de ce que nous a coûté son absence pendant la crise de la zone euro. Il n'y aura pas de finances publiques saines sans un soutien accru de la part de celles et ceux que l'on appelle les « outsiders » du marché du travail (des femmes aux migrants en passant par les jeunes et les personnes âgées). Or, pour rendre le marché du travail plus adapté et faciliter les transitions professionnelles, des politiques efficaces qui soutiennent le marché du travail sont également nécessaires, notamment pour des services publics de l'emploi (bien dotés en personnel) et une formation adéquate. La productivité de demain (un bien meilleur indicateur que la « compétitivité » à elle seule) repose enfin sur des services de garde d'enfants de qualité aujourd'hui et leurs répercussions à long terme sur le développement cognitif et la socialisation.

L'Europe s'est là aussi déjà efforcée de *faire* mieux. Après la Grande Récession, de grands efforts intellectuels ont été mobilisés pour développer le concept d'une « Union sociale européenne » en un agenda concret¹⁷. Pendant la pandémie de COVID-19, les prestations sociales étaient considérées comme faisant partie intégrante de la

gestion de crise par l'UE. En mars 2020, le Conseil a adopté le programme SURE, pour aider à protéger les travailleurs contre les risques de chômage et de pertes de revenus. Quelques semaines plus tard, les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur NextGenerationEU (NGEU), un fonds levé par un emprunt commun pour soutenir les investissements dans les infrastructures et les services sociaux à travers l'Union. D'importantes initiatives législatives de l'UE ont également été adoptées pour promouvoir des salaires plus équitables et soutenir la négociation collective, assurant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée ou de meilleures conditions de travail pour les travailleurs des plateformes¹⁸. En 2024, les présidences espagnole et belge du Conseil ont travaillé d'arrache-pied pour adopter la déclaration de *La Hulpe*, qui réaffirmait le rôle de boussole du SEDS, et pour cartographier systématiquement les différents mécanismes par lesquels les politiques sociales amélioraient la productivité¹⁹. Mario Draghi lui-même a souligné, à l'occasion de la présentation de son rapport, que l'État-providence européen était « essentiel pour fournir des services publics forts, une protection sociale, un logement, des transports et des services de garde d'enfants » et a rejeté la vieille idée de stimuler la compétitivité en supprimant des salaires²⁰.

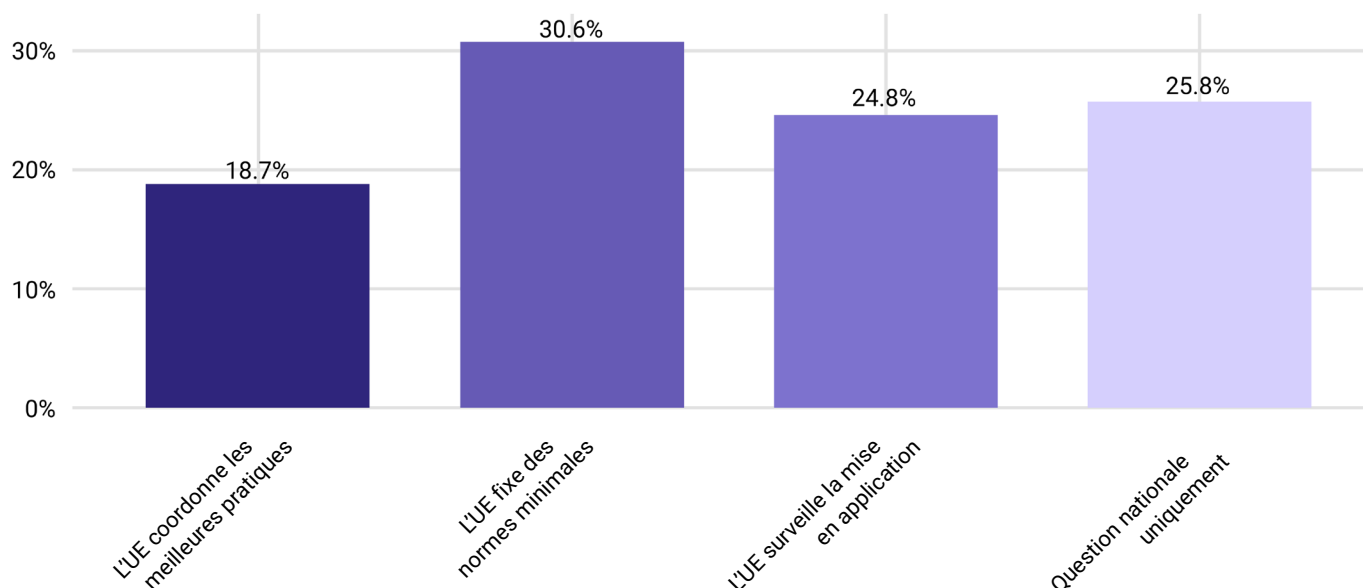
L'approche synergique de l'Europe en matière de croissance et de protection sociale n'était pas seulement en phase avec le nouveau modèle de croissance suivi par l'UE depuis que Jean-Claude Juncker avait proclamé l'ambition de l'UE de suivre une approche de « triple A social »²¹ et l'adoption ultérieure du socle social²². Elle a également apporté des avantages tangibles pour l'intégration européenne, et une dynamique de soutien populaire qui a encouragé plus d'action collective dans ce domaine : les traités de l'UE limitent le rôle des institutions européennes en matière de salaires et de lutte contre la pauvreté²³. Or, l'adoption de la directive sur le salaire minimum a changé cette réalité : elle a montré symboliquement que l'UE pouvait défendre

le retour de la réglementation du marché du travail, au-delà de la promotion de l'emploi. Dans la pratique, elle a été utilisée par les États membres de l'UE pour améliorer concrètement la situation de leurs travailleurs. Sur le plan institutionnel, la clarification que la Cour de justice de l'UE a apportée par la suite a aidé à faire le jour sur ce que l'UE pouvait entreprendre pour promouvoir des salaires adéquats et la négociation collective²⁴, légitimant les efforts de promotion des salaires pour des raisons à la fois économiques et sociales par des moyens qui permettraient encore plus d'action ambitieuse.

Il est important de souligner que ses répercussions étaient également politiques. Des données issues de récentes enquêtes suggèrent que la sensibilisation à la directive sur le salaire minimum (comme celle du programme NextGenerationEU) a contribué à renforcer le soutien à l'intégration européenne, y compris parmi les groupes traditionnellement sceptiques quant à ses avantages²⁵. Par ailleurs, lorsque les Européens sont interrogés sur le rôle que l'UE devrait jouer dans la fixation des salaires, ils soutiennent massivement les institutions de l'UE qui font plus (et non moins) pour s'assurer que leurs droits du travail sont respectés dans leur pays d'origine. Les données d'une enquête universitaire menée en 2025 montrent qu'une nette majorité de citoyens européens est favorable à une forme d'intervention de l'UE pour améliorer les salaires (74,1 %), alors que 25,8 % estiment que la politique salariale devrait relever exclusivement des compétences nationales. Parmi les quatre options de réponse (figure 2), celle énonçant que l'UE établisse des règles de base, comme des normes minimales, a été le plus souvent donnée (30,6 %), le deuxième choix étant celui d'une surveillance plus étroite par l'UE de la manière dont les gouvernements assurent le respect des règles du travail (24,8 %). En revanche, les répondants ont été peu nombreux à opter pour un rôle de l'UE qui se limiterait à la coordination de l'échange de meilleures pratiques entre les gouvernements (18,7 %)²⁶.

Figure 2. Soutien public à l'action de l'UE dans le domaine des salaires.

Quel rôle l'UE devrait-elle jouer dans l'amélioration des salaires ?



Remarque : propre compilation basée sur les données recueillies lors de la deuxième vague de l'enquête de l'ERC SOLID, menée en mars 2025. La deuxième vague de l'enquête de l'ERC SOLID a obtenu plus de 20 000 réponses dans 12 pays de la zone euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Pays-Bas et Portugal. Le projet ERC SOLID (numéro de subvention 810356), auquel les auteurs ont participé, s'est intéressé à la transformation de la souveraineté, de la solidarité et de l'identité de l'UE dans le contexte post-crise de 2008.

Dans l'ensemble, après l'adoption d'une législation ambitieuse liée à la réglementation du travail sur les plateformes, des salaires minimum et des conditions de travail transparentes, ou à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des travailleurs, l'UE a eu une occasion unique de transposer cet agenda « sur le terrain »²⁷. Cet agenda aurait également pu aider les institutions de l'UE à trouver de nouveaux alliés dans les forces de négociation collective pour

réduire les inégalités et promouvoir la démocratie au travail face aux utilisations intensives de la technologie. Mais les nouveaux dirigeants ont préféré suivre la voie de la tolérance, ce qui augmente le risque que de nouvelles vagues de baisse des dépenses dans l'État-providence dans l'UE l'entraînent vers la répression sociale et la dépression macroéconomique.

3.2 Europe/États-Unis : comparaison des performances en matière de protection sociale

La crise transatlantique qui a suivi le retour à la présidence de Donald Trump a rouvert un débat fondamental sur les modèles sociaux américain et européen. Les résultats en matière de protection sociale sont de plus en plus évalués non seulement comme des indicateurs de la bonne santé économique nationale, mais aussi comme des composantes de la crédibilité géopolitique, comme en témoignent les récents échanges entre les États-Unis et l'UE sur le Groenland. Dans cette nouvelle ère où la concurrence mondiale s'intensifie, les inégalités, les droits sociaux et la réactivité face aux crises sont devenus des repères de la capacité des systèmes politiques à assurer la stabilité, la cohésion et la légitimité²⁸.

La comparaison avec les États-Unis se limite souvent au produit intérieur brut (PIB) par habitant, où les États-Unis surpassent l'UE. Mais le PIB n'est pas un bon indicateur de la protection sociale. Dans la plupart des indicateurs sociaux, l'Europe maintient sa première position. Les références au « modèle social européen » ou à l'UE en tant que « superpuissance du mode de vie » restent fondées sur des différences empiriques dans la répartition des revenus, l'espérance de vie et la protection sociale. Néanmoins, il est vrai aussi que l'UE ne surpasse pas les États-Unis sur tous les plans. Nous donnons ici un aperçu des preuves disponibles sur les indicateurs qu'il est utile de comparer (tableau 1).

L'inégalité des revenus reste nettement plus forte aux États-Unis que dans l'UE. Historiquement, les États-providence européens ont été bâtis sur une base fiscale plus large et des systèmes plus solides de négociation collective et de représentation des travailleurs, soutenus par l'émergence de partis sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates de masse dans des pays comme l'Allemagne, la Suède, l'Autriche et les Pays-Bas au cours du 20^e siècle. À l'inverse, la redistribution aux États-Unis est restée plus limitée. Comme l'ont suggéré Alesina et al.²⁹, plusieurs facteurs ont défavorisé de manière déterminante la redistribution aux États-Unis : sur

le plan institutionnel, le système à deux partis et la suppression du mouvement ouvrier jusque dans les années 1930 ont empêché la montée d'un parti socialiste fort à l'échelle nationale (alors que des partis sociaux-démocrates se sont formés dans toute l'Europe) ; structurellement, les croyances en la mobilité sociale et la responsabilité individuelle et les clivages raciaux persistants, façonnant les attitudes du public à l'égard des dépenses sociales, ont rendu ce changement improbable.

La réglementation du marché du travail et les salaires est également un domaine dans lequel l'UE l'emporte. Depuis l'ère Reagan, les salaires aux États-Unis n'ont connu une croissance réelle que de manière épisodique, reflétant le pouvoir de négociation relativement faible du travail organisé. La densité syndicale reste nettement inférieure à celle de la plupart des pays européens, en particulier si l'on compare avec les pays nordiques et certaines régions de l'Europe continentale. Au sein de l'UE, les différences dans la productivité et les revenus entre les territoires restent prononcées, par exemple, entre l'Allemagne et la Roumanie ou entre les Pays-Bas et la Grèce, mais le cadre institutionnel de la négociation collective et de la protection des travailleurs reste plus cohérent entre les États membres qu'entre les régions des États-Unis (par exemple, le nord par rapport au sud). Ces différences institutionnelles se traduisent par des résultats sociaux mesurables. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est plus élevé aux États-Unis que dans l'UE de 5 pp environ (16 % contre 12 %), et le risque de décès au travail est deux fois plus élevé aux États-Unis que dans l'UE, une donnée qui reflète en partie les différences dans l'application de la réglementation et les programmes de sécurité au travail.

Les indicateurs de *l'égalité entre les femmes et les hommes* montrent une tendance similaire. Le taux d'emploi des femmes est proche de 71 % dans l'UE³⁰, alors qu'il n'est que de 57 % aux États-Unis³¹. Bien sûr, la situation n'est pas si idyllique. Dans l'UE, un quart des femmes employées travaillent à temps partiel et le taux de chômage moyen des femmes a tendance à être plus élevé que celui des hommes (en particulier en Espagne, en Grèce et en Italie). Les différences culturelles entrent certainement

en jeu. Toutefois, l'écart entre l'UE et les États-Unis reflète également le cadre européen plus vaste en matière de congé de maternité et de congé parental, de garde d'enfants et de conciliation entre travail et famille. Pour commencer, les États-Unis n'ont jamais promulgué le droit au congé de maternité rémunéré.

Le congé de maternité moyen est de 10 semaines aux États-Unis (alors qu'il est de 23 semaines en moyenne dans l'UE) et le congé de paternité moyen aux États-Unis est de 17 jours (contre 21 jours dans l'UE).

Tableau 1. Comparaison UE-États-Unis : indicateurs sociaux et budgétaires clés.

Indicateur	UE	États-Unis
Espérance de vie	81 ans	78 ans
Inégalité des revenus (Gini)	0,29	0,41
Congé de maternité	Minimum 14 semaines de congé de maternité avec protection de l'emploi	Jusqu'à 12 semaines de congé non rémunéré avec protection de l'emploi (pour les travailleuses éligibles)
Stratégie d'atténuation	Stabilisateurs automatiques nationaux, droits sociaux et services	Transferts monétaires
Capacité budgétaire fédérale	~1 % du PIB	~23 à 24 % du PIB

Sources : Indicateur du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale pour l'espérance de vie (2023)³² ; Eurostat³³ et WDI pour l'indice de Gini (2023)³⁴ ; Base de données de l'OCDE sur la famille pour le congé de maternité ; Conseil de l'Union européenne et Bureau du budget du Congrès (CBO) pour la capacité budgétaire fédérale (2024)³⁵.

Sans surprise, la comparaison des *niveaux de vie* offre une image plus hétérogène, cet indicateur revêtant une dimension subjective. En effet, le PIB par habitant aux États-Unis est supérieur à celui de l'UE, non seulement en valeur nominale, mais aussi au niveau de la parité du pouvoir d'achat. Si l'Europe accuse du retard par rapport aux États-Unis sur le plan de la production et du poids géopolitique, elle occupe la place de leader mondial en matière de qualité de vie³⁶. Au cours des 15 dernières années, la croissance du PIB a été plus faible dans l'UE qu'aux États-Unis, mais nos niveaux de vie ont convergé vers ceux des États-Unis, passant de 88 % à 94 % des niveaux américains (2009-2023). Le

ralentissement de la croissance économique en Europe masque le fait que le niveau de vie de l'UE est presque identique à celui des États-Unis, grâce à une meilleure espérance de vie et une plus grande égalité des revenus. Les citoyens de l'UE vivent plus longtemps, en meilleure santé et avec plus d'égalité entre eux, ce qui améliore le bien-être au-delà de ce que le PIB suggère. L'Europe reste ainsi en tête des indicateurs de qualité de vie.

Pour ce qui est de *la sécurité économique*, allant de la protection contre le chômage à la maladie ou la pauvreté (des enfants), les ménages européens ont indéniablement tendance à être mieux protégés

en cas de crise que les ménages américains, où la politique peut facilement se radicaliser sous la pression³⁷. La crise de la COVID-19 a fait ressortir différentes forces et faiblesses dans la *capacité d'atténuation* des deux côtés de l'Atlantique³⁸. Au niveau de l'UE, la réponse politique a donné la priorité à la régénération des investissements (dont le programme NextGenerationEU) et à la préservation de l'emploi à la fois par le biais de programmes nationaux de maintien de l'emploi, et par la mise en place de SURE, un programme de réassurance s'appuyant sur les régimes de travail de courte durée lancés en Allemagne. Aux États-Unis, la stabilisation a pris la forme d'un soutien inédit aux revenus, qui a empêché une subite augmentation de la pauvreté, malgré une forte baisse des revenus du marché. Les deux approches se sont avérées efficaces à court terme, mais dans aucun des deux cas, ces instruments d'urgence n'ont été pleinement transformés en piliers permanents de la gouvernance économique.

Les leçons tirées de la pandémie ont ainsi révélé des angles morts au niveau fédéral, aux États-Unis comme dans l'UE. Bien que l'État-providence américain soit moins sophistiqué que la plupart des modèles européens, il garde néanmoins un avantage institutionnel clé par rapport à l'UE : la capacité de déployer le *pouvoir budgétaire fédéral en tant que stabilisateur systémique*. L'asymétrie de la puissance de feu budgétaire est frappante : le budget annuel de l'UE s'élève à environ 1 % du revenu national brut de l'UE (RNB ; environ 1,06 % en 2024), alors que les dépenses fédérales américaines représentent environ 23 % du PIB. Les transferts effectifs entre les membres de la fédération sont considérés comme allant de soi, et tous savent que le système ne pourrait fonctionner d'aucune autre manière. L'assurance-chômage fédérale, ancrée dans la loi sur la sécurité sociale de Franklin D. Roosevelt (1935), est largement acceptée comme un élément central de ce système de gouvernance économique à plusieurs niveaux.

Pour l'UE, la principale leçon à retenir n'est pas de reproduire le modèle américain de protection sociale, mais de développer une capacité comparable de gestion de crise et de mobilisation

des investissements. Sans une architecture budgétaire plus robuste et plus permanente au niveau de l'UE, la capacité de l'Europe à soutenir ses ambitions sociales, et à les projeter en tant que composante de la souveraineté européenne, restera structurellement limitée.

4. Pilotage macroéconomique au-delà du modèle américain

Le débat géopolitique d'aujourd'hui met souvent en exergue le différentiel de croissance à long terme entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Cependant, la macroéconomie ne sert pas que pour des comparaisons statistiques, elle importe beaucoup plus que cela. La puissance économique de l'UE joue un rôle dans la concurrence stratégique mondiale, mais aussi en interne, lorsqu'il s'agit de façonner le tissu social.

C'est là que l'UE peut tirer des enseignements du gouvernement américain, en particulier en matière d'utilisation d'outils macroéconomiques au niveau fédéral. Pour faire face aux pressions actuelles, l'UE a besoin, en premier lieu, d'un programme macroéconomique qui réponde à ses besoins croissants d'investissement, en commençant par la création d'une capacité d'emprunt permanente de l'UE. Pour préserver sa viabilité politique et son identité sociale, l'agenda de l'UE pour l'emploi devrait également renforcer son arsenal de pilotage socio-économique, en veillant à ce que les outils d'achat et de dépense des gouvernements soient utilisés plus systématiquement, comme le veulent ses objectifs fondamentaux de développement.

4.1 De Draghi light à Draghi plus

Pour la plupart des législateurs économiques de l'UE, tous les ingrédients essentiels au modèle de croissance européen visé semblent figurer dans le rapport préparé par l'ancien Premier ministre italien et président de la BCE, Mario Draghi³⁹.

Le rapport de Mario Draghi ne portait pas sur la compétitivité en tant que telle, mais sur la nécessité

d'une politique industrielle au niveau de l'UE. Son évaluation était claire : les répercussions de la guerre de la Russie en Ukraine et du ralentissement économique de la Chine se sont fait durement ressentir en Europe, une situation encore aggravée par la réélection de Donald Trump. Dans le même temps, les défis structurels de la numérisation et de la décarbonation impliquent que la part des investissements de l'UE augmente d'environ 5 pp du PIB pour atteindre les niveaux observés pour la dernière fois dans les années 1960 et 1970. Aujourd'hui, les ressources budgétaires limitées au niveau de l'UE et les contraintes budgétaires restreignent fortement les investissements publics au niveau national. Si elle ne réagit pas vite et fort, l'UE ne pourra pas faire face. Pour remédier à cela, Mario Draghi a appelé à réitérer (et à consolider) la pratique des emprunts communs mise en place pendant la pandémie de COVID-19 et à envisager de nouvelles ressources (de l'UE) qui pourraient être trouvées pour décarboner et numériser l'économie européenne. Il a également identifié dans son rapport la financiarisation, l'innovation et la simplification bureaucratique comme des domaines dans lesquels l'UE devrait s'améliorer, tout en saluant l'État-providence⁴⁰.

Dans l'ensemble, l'appel au réveil de Mario Draghi a eu le mérite de pousser les Européens à faire à nouveau preuve d'ambition dans la manière de remédier aux principales lacunes de l'actuelle boîte à outils économique et budgétaire de l'UE. Parmi toutes ses priorités, le nouveau « programme pour la compétitivité » de la Commission n'a pas répondu au besoin identifié par Mario Draghi de doper le pouvoir financier de l'UE pour combler les lacunes urgentes en matière d'investissement. Elle a plutôt choisi de suivre Mario Draghi sous l'angle de la déréglementation, mettant de côté l'avantage comparatif du modèle social européen, qui l'aide à surpasser les États-Unis sur la plupart des statistiques sociales.

La principale cause de ce revirement a des racines partielles. Il reposait non seulement sur la décision politique de la nouvelle Commission, mais aussi sur celle du Parlement européen récemment

élu de favoriser délibérément une alliance avec l'extrême droite plutôt qu'une alliance à long terme avec des forces progressistes. Les effets de ces décisions sont d'ores et déjà visibles dans les dernières directives stratégiques de l'UE en matière de gouvernance et de coordination. Au niveau des objectifs stratégiques, l'enquête annuelle sur la croissance (qui vise à définir la « vision » de l'UE qui sous-tend la coordination économique dans le cadre du semestre européen) a été remplacée en 2026 par une « boussole pour la compétitivité ». Au niveau de la gouvernance, alors que le rapport conjoint sur l'emploi est désormais nécessaire pour évaluer les progrès réalisés sur les 20 principes du SEDS, la dimension sociale a été limitée presque exclusivement aux compétences, négligeant la pauvreté, la santé, le revenu minimum et les services essentiels, dans un mouvement inversant fondamentalement une transition récente vers l'approche holistique caractéristique du précédent mandat⁴¹.

Dans l'ensemble, ce programme « Draghi light » ne parvient pas à faire ressortir la « vision » d'un avenir souhaitable qui pourrait impliquer de manière significative une jeune génération anxieuse. Plus dangereux encore, de nombreux gouvernements européens (Belgique, France, Finlande, Allemagne, etc.) ont ressenti une pression supplémentaire avec ce discours de devoir suivre ce mantra de déréglementation, optant, une fois encore, pour le démantèlement social en plus des angoisses vécues. Et menaçant, de ce fait, non seulement le tissu social même de l'Europe, mais aussi un fondement clé de sa force économique.

4.2 Devenir un investisseur souverain

L'UE fait face à un moment historiquement difficile, marqué par une agression géopolitique, des vulnérabilités stratégiques croissantes et une accélération des crises du climat et de la biodiversité, sans oublier une économie mondiale de plus en plus multipolaire dans laquelle la richesse et la position industrielle de l'Europe sont de plus en plus contestées par les puissances montantes.

Dresser une liste de 27 stratégies nationales d'atténuation des coûts ne suffira pas à sauver ce que sont, après tout, des États membres de plus en plus petits à l'échelle mondiale. Les États européens doivent au contraire apprendre à utiliser leur force économique et à se concentrer sur la génération collective de ressources.

Relever ces défis demandera, notamment, un niveau d'investissement public qui dépasse de loin les niveaux actuels. Selon une étude récente de la FEPS, d'ici 2030, l'UE sera confrontée à un manque d'investissement public d'environ 1,5 % du RNB au niveau de l'UE, auquel s'ajoute un déficit de 2 % au niveau national dans les États membres⁴². Avec une croissance économique qui reste faible, il est de plus en plus difficile pour les États membres de combler ces manques compte tenu des contraintes budgétaires existantes de l'UE. Aujourd'hui, près des deux tiers des pays de l'UE sont soumis à d'importantes pressions de consolidation budgétaire. Sans un changement de cap décisif, ces dynamiques risquent de faire ralentir encore plus l'activité économique et de creuser l'écart entre l'UE et d'autres grandes économies (dont les États-Unis et la Chine), qui continuent à poursuivre des stratégies favorisant les investissements beaucoup plus affirmées dans le cadre de leur habileté politique géoéconomique.

La stratégie de financement à long terme de l'UE pour faire face à l'augmentation des besoins d'investissement a jusqu'à présent été timide, à en juger par sa dernière proposition de cadre financier pluriannuel (CFP). La proposition de budget de l'UE avancée par la Commission en juillet 2025 est moins ambitieuse que le budget actuel en termes réels si l'on tient compte des prix actuels. Pour compenser, la Commission a proposé plusieurs grands instruments hors budget basés sur des prêts à bonification d'intérêts implicite : Catalyst Europe (115 milliards d'euros pour soutenir les plans nationaux de réforme et de résilience) ; un mécanisme pour faire face aux crises (350 milliards d'euros à activer en temps de crise) ; et Security Action for Europe (50 milliards d'euros pour financer la défense). Par ailleurs, la proposition budgétaire de la Commission vise à rationaliser les fonds existants

de l'UE dans le cadre d'un multifonds, dans le but de pouvoir mieux relier ses prêts et subventions aux priorités de l'UE (telles que définies dans le cadre du Semestre européen), offrant ainsi de nouvelles incitations aux États membres à les suivre. Si cette approche présente certains avantages, la taille du budget proposé de l'UE, les limites des propositions actuelles pour mobiliser des investissements nationaux supplémentaires et la persistance des contraintes budgétaires imposent toujours des charges trop élevées pour combler les manques d'investissement existants.

Si l'on s'intéresse à l'appareil budgétaire actuel de l'UE dans son ensemble, il devrait être clair pour tous que les règles, les ressources et les outils de coordination de l'UE ont besoin d'une réforme complète pour combler les manques d'investissement actuels. Les contraintes budgétaires existantes de l'UE qui limitent la dette et le déficit à, respectivement, 3 % et 60 % du PIB, sont et restent inadéquates aux besoins d'investissement actuels. Les réformes récentes qui évaluent les budgets nationaux par rapport à des voies de durabilité plus larges ont été un pas dans la bonne direction. Toutefois, la réintroduction de garanties minimales strictes de réduction de la dette et du déficit dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance continue à saper l'objectif d'élargissement de l'espace budgétaire national. Alors que l'Allemagne (qui a insisté sur ces garanties) a assoupli ses propres règles nationales pour financer la hausse des dépenses de défense et d'infrastructure, d'autres pays de l'UE n'ont pas d'effet de levier comparable.

Pour réformer les contraintes budgétaires de l'UE, un large consensus a vu le jour dans la communauté macroéconomique sur la nécessité d'une « règle d'or renforcée », par laquelle toutes les institutions de l'UE, dans le cadre des négociations budgétaires européennes, conviendraient des priorités futures de l'Union et dresseraient une liste de domaines ou de postes de dépenses exemptés du calcul du déficit pour les années suivantes⁴⁴. Si un accord politique s'avérait irréaliste, il serait utile pour commencer d'exempter des clauses de garantie au moins les contributions au budget de l'UE et les investissements nationaux conformes aux priorités

européennes communes, comme celles prévues dans le règlement multifonds et le Fonds européen pour la compétitivité, pour l'exemple de l'instrument SAFE⁴⁵.

Les investissements nationaux ne suffiront pas à eux seuls à relever les défis dans l'ampleur qu'ils ont prise à ce jour ; il faut donc rester de plus en plus attentifs à la relance et au maintien de l'activisme macroéconomique de l'UE. Le « made in Europe » ne peut pas rester un outil rhétorique. En s'inspirant de l'exemple du programme NextGenerationEU, des ressources appropriées devraient être mobilisées pour faire progresser la revitalisation industrielle du continent en exploitant les transitions verte et numérique et en contribuant à la création d'emplois de qualité dans toutes les régions⁴⁶. De même, les externalités positives de la solidarité de l'UE doivent être réaffirmées. Aujourd'hui, le mécanisme de réaction aux crises proposé par la Commission accorderait des prêts aux États membres en difficulté financière avec des conditions strictes (comme dans le cadre du modèle social européen).

Une alternative plus affirmée serait de chercher à transformer l'Union européenne (monétaire) en un environnement sûr et protecteur pour les États-providence, offrant une sécurité économique supplémentaire et incitant à un comportement plus entrepreneurial dans toute l'UE, avec des avantages pour tous les États membres⁴⁷. La Commission européenne actuelle n'a fait aucune référence directe à la poursuite des travaux sur le sujet, mais le succès populaire du programme SURE montre qu'elle aurait beaucoup à gagner, y compris en matière de genre, en l'activant automatiquement en cas d'urgence⁴⁸. Des études récentes montrent également qu'un mécanisme de réassurance chômage de l'UE activé par une augmentation de 1 % du chômage aurait pu absorber jusqu'à 18 % des pertes de revenus historiquement subies par les pays de l'UE lors de récessions profondes. Dans leur examen complet des programmes de réassurance possibles, Fischer et al. montrent comment un tel programme pourrait être concrètement conçu pour maximiser les avantages macroéconomiques et sociaux, notamment en tirant des leçons de l'outil américain d'assurance-chômage⁵⁰.

En fin de compte, il devrait être clair pour tous que les investissements au niveau de l'UE supporteront des coûts à court terme qui finiront par devoir être financés ; dans le contexte actuel, les obstacles restants à l'augmentation de la dette européenne commune ne sont autres que des freins coûteux pour l'ambition de développement durable de l'UE. Le financement d'un niveau plus élevé d'investissement à l'échelle de l'UE d'une manière politiquement durable nécessite de renforcer la capacité de l'UE à agir en tant qu'*investisseur souverain*, capable de mobiliser ses propres ressources pour soutenir l'émission d'obligations de l'UE⁵¹. À ce jour, la capacité d'emprunt de l'UE est limitée par la règle voulant que la dette impayée doive correspondre globalement à la taille du budget de l'UE. Pour augmenter la capacité d'emprunt de l'Union, de nouvelles catégories de ressources propres de l'UE devront donc être introduites. Les options comprennent une contribution de solidarité, telle qu'une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises de combustibles fossiles pour récupérer les gains excédentaires de l'inflation des prix de l'énergie ou une taxe sur les transactions financières convenue dans le cadre d'une coopération renforcée et relancée par des initiatives franco-allemandes. D'autres sources de revenus avec un profil d'équité plus fort incluraient une plus grande coordination dans la taxation des plus-values (via l'impôt sur la fortune ou des surtaxes sur les revenus supérieurs) ou l'introduction de droits d'accise sur les rachats d'actions d'entreprises.

4.3 La renaissance industrielle au-delà du modèle américain

L'Europe a perdu près de 4 millions d'emplois dans le secteur de la manufacture entre 2000 et 2025. Récemment, des mesures de suppression d'emplois dans des secteurs stratégiques, allant de l'automobile à la production d'acier, ont alimenté les préoccupations quant à l'érosion continue de l'emploi industriel en Europe⁵². Ces emplois étaient souvent des emplois pour des « hommes qui nourrissent leur famille », syndiqués, avec des avantages associés destinés à garantir le revenu de tout un foyer. S'il n'est pas question de revenir à cette

période, il existe néanmoins différentes façons de modeler une économie post-industrielle.

Pour s'en sortir dans une économie de services, le modèle américain a poursuivi une stratégie de compétitivité, en étant prêt à supprimer les salaires des travailleurs et en adoptant une approche de productivité reposant sur le capital plutôt que sur les gains de main-d'œuvre. La prospérité par le biais des plateformes numériques a été associée à des gains en capital importants pour quelques géants de la technologie, mais la nature et le rythme du développement technologique (robotisation, information, communication, plateformes, intelligence artificielle, etc.) se sont également accompagnés d'une détérioration des conditions de travail, d'une hausse des inégalités de revenus et entre les territoires, et d'une inquiétude de plus en plus forte quant à leurs répercussions sur la sécurité économique. Ces facteurs ont contribué à l'effondrement sociétal que les États-Unis observent aujourd'hui.

La triste réalité est que, pour préserver sa pertinence géopolitique et le niveau de vie, les pays de l'UE devront s'adapter aux tendances économiques mondiales, progresser vers une « union de l'épargne et de l'investissement » et avancer dans l'achèvement du marché unique européen⁵³. Mais la dépendance de l'UE à l'égard de dispositions solides et efficaces en matière de protection sociale devrait être considérée comme un atout comparatif dans cette transition, un facteur médiateur contribuant à réduire la polarisation politique et à préserver la stabilité de ses systèmes démocratiques.

Pour exercer un pouvoir macroéconomique significatif, l'UE doit mobiliser plus activement ses outils économiques et ses cadres normatifs au niveau de l'UE. Cela vaut pour les relations de l'UE avec le monde extérieur. Dans une nouvelle ère géoéconomique, les accords commerciaux de « troisième génération » peuvent être conçus comme un moyen de nouer de nouvelles alliances pour avancer sur des objectifs communs en collaboration avec des alliés partageant les mêmes idées, du Canada au Brésil et à l'Inde, et, évidemment, aux États-Unis, où et quand ses dirigeants rejettent les

formes pures de capitalisme prédateur. Ici, l'UE s'appuie en fait sur une expertise considérable en ayant développé non seulement la forme d'intégration économique régionale la plus avancée au monde (avec le marché unique), mais aussi celle qui cherche à s'adapter à la diversité réglementaire et autres priorités normatives de ses membres⁵⁴.

5. Stimuler l'économie avec une boussole sociale

La relance de la politique industrielle et la remilitarisation des économies européennes marquent un retour du pilotage économique en Europe. S'ils sont utilisés de manière stratégique, ces changements peuvent créer de nouvelles opportunités pour stimuler l'économie avec une boussole sociale. Pour ce faire, l'UE et ses États membres doivent commencer par défendre la valeur de leur tradition réglementaire.

5.1 La « perspective d'une vie meilleure » grâce à la réglementation européenne

Les États-Unis forment un pays qui s'est construit autour de la résistance aux contraintes, avec une tendance de longue date à considérer la réglementation comme un ennemi à leur prospérité. Le modèle de croissance de l'Europe est à part. Aujourd'hui, plus que jamais, elle cherche à aller au-delà de la seule croissance du PIB et de l'accumulation de capital, en intégrant des contraintes planétaires et, lorsqu'elle se souvient des aspirations de ses Lumières, en laissant de la place à l'émancipation humaine. Pour beaucoup au-delà de ses frontières, l'Europe est synonyme de mesure, d'équilibre et d'un modèle durable de développement individuel et collectif. C'est cette perspective d'une vie meilleure qui a historiquement rendu l'Europe attrayante pour les jeunes du monde entier et qui a récemment encouragé le retour de certains lauréats du prix Nobel basés aux États-Unis. Toutefois, ce que l'on oublie souvent, c'est que la capacité de l'Europe à affirmer cette perspective heureuse par rapport à la vision de l'administration Trump, plus sombre et où l'on gagne quelque chose au détriment d'autre

chose, est profondément liée à un mot de plus en plus rare : réglementation.

La réglementation publique constitue un bien commun fondamental pour les citoyens européens. La réglementation sur la sécurité des aliments et des produits vise à préserver rien de moins que notre propre santé. La réglementation bancaire et financière est essentielle pour éviter que les ménages ne tombent dans le piège du capitalisme prédateur qui les mène au dénuement, sans abri. La réglementation numérique des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) est nécessaire pour préserver nos droits individuels et les principes fondamentaux de nos démocraties, à commencer par celui de la représentation égale. La réglementation du travail est fondamentale pour respecter la dignité humaine et éviter de créer le type de retour de bâton que l'on a connu avec la plateformes des conditions de travail. La réglementation environnementale, enfin, est existentielle dans la mesure où elle agit comme une condition à la survie de notre espèce et de notre écosystème.

Réaffirmer la dimension sociale de l'agenda de la souveraineté européenne est nécessaire pour préserver la qualité de vie des citoyens des cinq grands maux que sont le Désir, la Maladie, l'Ignorance, la Misère et la Paresse, mais aussi contre la marchandisation excessive aujourd'hui et demain⁵⁵. Au-delà de leurs fonctions de protection, des dispositions de protection sociale efficaces contribuent au maintien d'un contrat social d'équité intergénérationnelle tout au long de la vie⁵⁶, dynamisant la démocratie au travail et rendant chaque « autre » visible et valorisé⁵⁷.

L'adaptation, l'investissement et la réglementation sont les éléments fondamentaux d'une réaction efficace dans le domaine de la protection sociale. Les pays européens ont démontré une capacité de modernisation, mais tant au niveau national qu'au niveau européen, cet ajustement a souvent été partiel et insuffisamment attentif à la qualité de l'emploi et aux risques de pauvreté. L'adaptation est essentielle pour les travailleurs comme pour les entreprises, mais elle doit être complétée par des cadres réglementaires robustes qui guident le

changement technologique et font correspondre les investissements innovants aux objectifs sociaux.

5.2 Le pouvoir stratégique des marchés publics

Le pouvoir d'achat d'un gouvernement occupe aujourd'hui une place centrale dans l'économie de l'UE, mais il pourrait gagner en pertinence avec une utilisation plus stratégique des marchés publics. Aujourd'hui, les marchés publics représentent 14 % du PIB de l'UE et, dans certains États membres (comme les Pays-Bas), ils frôlent les 50 % des dépenses publiques totales. Jusqu'au milieu des années 2010, l'UE et ses États membres ont largement limité leur propre capacité à utiliser cet instrument de manière stratégique en traitant les marchés publics comme un outil purement opérationnel⁵⁸. Les directives sur les marchés publics de 2014 ont marqué un tournant normatif important en permettant explicitement de poursuivre des objectifs plus larges, dont la durabilité environnementale, l'inclusion sociale et l'innovation au-delà des considérations de prix. Pourtant, dans la pratique, choisir le prix le plus bas comme critère d'attribution reste trop souvent l'approche par défaut au niveau national, entraînant des résultats sous-optimaux sur le plan de la qualité, de la durabilité, de l'innovation et de la valeur sociale⁵⁹.

La révision en cours des directives de 2014 avait initialement pour but de libérer ce potentiel inexploité. Dans les premières discussions, la possibilité de rendre obligatoires les critères sociaux, environnementaux et d'innovation a été évoquée. Toutefois, en septembre 2025, des forces conservatrices au Parlement européen se sont ralliées du côté de l'extrême droite pour bloquer une inclusion plus solide dans le rapport du Parlement des droits des travailleurs et de la protection de l'environnement.

Cet événement reflète un schéma plus large, visible dans le récent programme de déréglementation de l'UE poursuivi dans le cadre du « paquet omnibus », avec, en premier lieu, la dilution de la directive sur le devoir de diligence en matière de développement durable des entreprises (CSDDD). En élargissant

la responsabilité à l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales, la CSDDD visait à garantir que les entreprises préviennent activement les violations des droits du travail, y compris celles liées à des pratiques de sous-traitance complexes. Sous la pression politique soutenue émanant à la fois des entreprises dans leur propre intérêt et de l'administration américaine⁶⁰, cette ambition a été considérablement revue à la baisse : le champ d'application a été réduit en relevant le seuil du nombre d'employés, de grands pans du secteur des entreprises de taille moyenne ont été exclus et l'application a été assouplie par des règles de responsabilité plus faibles et un accès réduit à la justice. En conséquence, le recours abusif aux pratiques de sous-traitance dans les secteurs des télécommunications ou de la construction, par exemple, continue à saper les normes de santé et de sécurité et les violations du droit du travail se poursuivent.

Ces décisions vont à l'encontre de l'opinion d'une grande majorité d'Européens, qui estiment que les pouvoirs publics devraient davantage utiliser cet outil pour promouvoir de bonnes conditions de travail et la négociation collective dans les marchés publics⁶¹.

La révision des règles de l'UE en matière de marchés publics apporterait une correction pragmatique au cadre du devoir de diligence affaibli. Tirer parti de l'ampleur du pouvoir d'achat public permet aux gouvernements de faire respecter les objectifs sociaux ex ante, avant que les violations ne dégénèrent en litiges juridiques. Au cours des derniers mois, une grande attention a été accordée à l'objectif précieux d'utiliser les clauses de passation de marchés pour soutenir plus activement les produits et services « made in Europe » en établissant une véritable préférence européenne dans certains secteurs stratégiques. Or, une approche véritablement stratégique devrait aller au-delà des critères de sélection et évaluer le respect des objectifs stratégiques que sont l'innovation, l'écologie ou la dimension sociale, tout au long du processus d'achats publics.

Pour commencer, la législation de l'UE devrait faire du critère de l'offre économiquement la plus avantageuse (MEAT, de l'anglais Most Economically Advantageous Tender) l'approche par défaut dans les marchés publics. Choisir le critère du prix le plus bas comme seule base pour les décisions d'attribution nuit souvent à la qualité du service, en particulier dans les secteurs nécessitant beaucoup de main-d'œuvre, où les coûts de personnel représentent une part importante des dépenses totales⁶². Dans le secteur des services sociaux, par exemple, les coûts de personnel représentent généralement de 60 à 70 % des dépenses opérationnelles. La réduction des coûts se traduit alors souvent par un appauvrissement des conditions de travail et une diminution de la qualité des services. Les scandales récents dans les services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées (où les entreprises ont réalisé des économies sur le temps de travail du personnel et les portions de nourriture) dans des pays comme la France et la Roumanie illustrent clairement ces risques. Au niveau de l'UE, la Commission applique déjà une pondération qui privilégie la qualité plutôt que le prix (généralement 30 % pour le prix et 70 % pour la qualité), en tenant compte des coûts du cycle de vie ainsi que des avantages sociaux et environnementaux. Cette approche pourrait être généralisée dans toute l'UE de manière à refléter également leurs externalités sociales positives.

Des clauses horizontales ciblant les objectifs d'innovation, environnementaux et sociaux tout au long du processus de passation de marché gagneraient également à suivre une approche plus systématique. Aujourd'hui, l'incertitude juridique et les risques de contentieux amènent souvent les pouvoirs adjudicateurs à adopter une approche prudente, limitant le recours à de telles clauses. Les réformes de la réglementation et de la gouvernance pourraient contribuer à résoudre ce problème. Les entrepreneurs doivent être responsables de la performance de leurs sous-traitants plus bas dans la chaîne d'approvisionnement. Dans le même temps, la Commission et les États membres devraient soutenir plus activement les pouvoirs adjudicateurs en fournissant des modèles de documents

juridiquement solides pour les achats publics socialement responsables (APSR) et en publiant des orientations plus détaillées sur l'utilisation des APSR, comprenant des exemples concrets de bonnes pratiques. Alors que les conditionnalités des marchés publics sont, en principe, compatibles avec un large éventail d'objectifs sociaux⁶³, imposer le respect des conventions collectives comme l'un des critères de sélection constituerait une simple exigence de base pour maintenir le respect de ces objectifs dans l'ensemble des activités commerciales des entreprises.

L'introduction de la conditionnalité sociale dans l'allocation des fonds de la politique agricole commune a montré qu'il était possible de lier les dépenses publiques aux normes de qualité⁶⁴. En s'appuyant sur ces pratiques, systématiser une utilisation plus simple des achats publics socialement responsables dans la politique de cohésion aiderait les autorités infranationales à faire progresser l'« acquis social » de l'UE. À une époque où les dynamiques globales et locales sont de plus en plus liées, l'organisation concrète de ces dynamiques de gouvernance multidimensionnelles mérite une plus grande attention.

5.3 La valeur démocratique des services publics

Le marché unique peut être un puissant stimulateur de croissance et de prospérité, mais il peut également aggraver les inégalités et la pauvreté lorsqu'il alimente un nivellement par le bas en matière de normes sociales. La logique d'intégration économique de l'UE (« des entreprises moins nombreuses, plus grandes et plus efficaces ») a autrefois fait pencher la balance en faveur des libertés économiques plutôt que des droits sociaux. Et il faut reconnaître que les effets combinés des contraintes budgétaires de l'UE, des aides d'État et de la politique de concurrence, et, indirectement, de la réglementation financière, persistent à rendre difficile pour les pouvoirs publics de financer des services publics essentiels, en particulier dans les régions moins riches..

Ces contraintes ont entraîné des conséquences politiques, contribuant à la dimension économique du retour de bâton contre l'intégration européenne. Elles ont également laissé des marques sociales de longue durée⁶⁵. L'utilisation généralisée des achats publics dans le secteur de l'économie sociale, les pressions de la privatisation et les réformes axées sur le marché ont exposé les services de garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, le logement social, les transports locaux et même certaines parties des soins de santé primaires à des stratégies de réduction des coûts et au comportement agressif d'entreprises prédatrices⁶⁶. Cette tendance s'est traduite par des frais d'utilisation plus élevés, une détérioration de la qualité des services, des pénuries de personnel et la hausse des inégalités territoriales, précisément dans les secteurs qui sont au cœur de la cohésion sociale dans l'UE⁶⁷.

Face à ces réalités, les nouveaux dirigeants de l'UE ont tenté de redoubler d'efforts dernièrement pour rationaliser le financement de l'UE et centraliser sa gouvernance. Fin 2025, la proposition de budget présentée par la Commission européenne contenait une restructuration de sa stratégie financière pluriannuelle, principalement caractérisée par une renationalisation des pratiques existantes. Ce sont les *plans de partenariat nationaux et régionaux* (PPNR) proposés qui incarnent le mieux cette démarche : dans cette approche, la Commission européenne propose que les plans nationaux soient négociés au niveau des États membres ; 14 % de l'enveloppe pour les PPNR, soit environ 100 milliards d'euros, seraient à leur tour consacrés aux objectifs sociaux de l'UE ; enfin, les PPNR sont conçus pour suivre principalement la logique transactionnelle de la nouvelle loi plafonnant les paiements en espèces poursuivie dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), les fonds nationaux étant plus étroitement liés aux objectifs à l'échelle de l'UE, tout en étant conditionnés au respect des contraintes budgétaires de l'UE. À l'inverse, la politique de cohésion et le FSE+, qui représentent actuellement les piliers de l'agenda pour le développement socio-économique de l'UE, ne sont plus considérés comme des fonds autonomes, ce qui facilite leur utilisation au service d'autres objectifs de l'UE. Enfin, alors que les règles du FSE+ pour le budget actuel

de l'UE imposaient aux États membres de fixer des parts minimales allouées aux priorités sociales (au moins 25 % pour l'inclusion sociale, 3 % pour les plus démunis et, dans certains cas, 5 % pour lutter contre la pauvreté des enfants), la proposition de CFP 2028-2034 de la Commission passerait à un objectif de dépenses minimum plus large de 14 % pour les objectifs sociaux.

Centraliser la boîte à outils de l'UE pour « éradiquer la pauvreté » d'ici 2050 (comme l'a déclaré la présidente von der Leyen en septembre 2025) pourrait être louable. Toutefois, la réduction de la pauvreté dans l'UE est une réalité fortement localisée, qui nécessite une approche contextuelle plus forte que ne le permettent les accords contractuels. Aujourd'hui, les défis de l'inclusion sociale posés par l'intégration économique de l'UE sont étroitement liés à la concentration *territoriale* des inégalités économiques et sociales. En 2025, 120 millions de citoyens de l'UE vivaient dans des « régions moins développées » ; 60 millions d'entre eux vivaient également dans des régions dont le PIB par habitant était inférieur à celui de 2000, tandis que quelque 75 millions de personnes venaient de régions à la croissance proche de zéro⁶⁸. Dans une série de publications académiques et de rapports politiques, le professeur Andrés Rodríguez-Pose (2017) de la London School of Economics (LSE)⁶⁹ a démontré la façon dont cette « géographie du mécontentement » contribuait à la récente flambée des votes pour l'extrême droite⁷⁰. Les rapports du groupe de haut niveau sur l'avenir de la politique de cohésion ont par ailleurs montré que, bien que de nouveaux instruments européens aient élargi le rôle de l'Union dans la gouvernance sociale et économique, ils l'ont souvent fait par le biais de priorités définies au niveau central et de repères uniformes, laissant une marge de manœuvre limitée pour l'adaptation territoriale⁷¹.

La cohésion économique, sociale et territoriale est considérée comme un objectif dans les traités de l'UE, mais on pourrait aller plus loin pour assurer que les instruments dédiés soient adaptés. Une approche alternative pour lutter contre la privation sociale consisterait à imposer moins de contraintes et à accompagner davantage les

autorités infranationales pour qu'elles obtiennent des résultats sur le terrain, tout en assurant un suivi efficace de ces évolutions par l'UE.

Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont jusqu'à présent hésité à doter les institutions de l'UE des capacités et des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté convenus à Porto. Par conséquent, l'agenda de la politique sociale de la deuxième Commission von der Leyen est beaucoup moins ambitieux que le premier⁷². Certes, d'importantes mesures symboliques ont été prises pour renforcer l'action de l'UE face à la crise du logement en Europe, notamment par la nomination d'un commissaire dédié au logement et la publication d'un plan européen pour le logement abordable en décembre 2025. Toutefois, l'absence d'un axe sur les jeunes et les citoyens plus âgés, nécessitant des investissements dans des crèches, des logements pour étudiants, des structures de soin, des logements adaptés et assistés ou des modes de vie intergénérationnels, reste flagrante. L'action de l'UE en matière de soins pour les enfants et de longue durée montre une tendance similaire : bien que l'UE ait démontré un fort pouvoir pour établir le programme, la garantie européenne pour l'enfance nécessiterait environ 20 milliards d'euros pour être mise en œuvre efficacement⁷³ ; dans le même temps, le droit à des soins de longue durée de qualité attend toujours une garantie européenne de soins dédiée. Les tendances décevantes de la pauvreté mentionnées plus haut reflètent également les faiblesses des stratégies européennes de lutte contre la pauvreté. L'incapacité des gouvernements de l'UE à s'entendre sur une directive visant à soutenir les régimes nationaux de revenu minimum qui établirait des paramètres spécifiques et communs pour les États membres en est un exemple⁷⁴. Pour remédier à ces lacunes, il faudra un engagement plus fort à soutenir les services publics dans la prochaine stratégie de lutte contre la pauvreté (attendue en mai 2026), ainsi qu'un renforcement de la garantie pour l'enfance.

La bonne nouvelle, c'est que l'UE dispose d'instruments qui, s'ils étaient mieux mobilisés, offriraient un terrain plus fertile pour soutenir une meilleure réalisation des objectifs de l'UE. Dans un

autre rapport qui a suscité des débats à Bruxelles après la nomination de la Commission, l'ancien Premier ministre italien Enrico Letta a fait valoir que l'UE devrait développer une « liberté de séjour » en tant que cinquième liberté fondamentale du marché unique⁷⁵. La plupart des Européens ne traversent pas les frontières. Pour eux, l'action de l'UE doit commencer chez eux : en facilitant les investissements et en renforçant les services publics là où les besoins sociaux non satisfaits sont les plus urgents.

Pour commencer, la révision du règlement de minimis et du cadre régissant les services d'intérêt économique général (connus sous le nom de SIEG) donnerait aux autorités locales et régionales une plus grande flexibilité pour garantir l'accès aux services d'intérêt général et économique, sans être indûment limitées par les règles en matière d'aides d'État. En allant plus loin, un agenda positif examinerait comment les plans nationaux et régionaux peuvent allouer la préservation et le renforcement des services publics à différents niveaux de gouvernance, garantissant une mise en œuvre plus territoriale des plans adoptés dans le cadre de la FRR.

En tant que principal outil de développement économique, l'UE s'appuie sur la politique de cohésion, une politique initialement conçue pour dédommager les territoires qui subissent des retombées négatives de l'intégration économique européenne. Au fil du temps, la politique de cohésion a été de plus en plus utilisée comme principal outil d'investissement de l'UE pour atteindre une variété d'objectifs liés à ses objectifs de développement plus larges⁷⁶. Historiquement, la politique de cohésion a également montré un fort engagement en faveur du principe de « gestion partagée », qui demande à l'UE et aux régions de mettre en œuvre les priorités politiques de concert.

De récents débats ont mis en lumière les performances irrégulières de la politique de cohésion pour lutter contre les inégalités économiques et pour adapter efficacement des pratiques antérieures aux

changements du contexte socio-économique⁷⁷. Il est toutefois difficile de se représenter en quoi la remplacer par un outil plus centralisé soutiendrait la contribution de l'UE à la lutte contre les inégalités territoriales. Compte tenu de ses objectifs, de sa logique de gestion partagée et de sa visibilité sur le terrain, le défi fondamental réside donc davantage dans la manière de réformer la politique de cohésion.

Les contributions au débat sur l'avenir de la politique de cohésion ont suggéré des pistes possibles pour avancer. L'une des approches consisterait à clarifier comment les programmes de la politique de cohésion peuvent être plus étroitement liés à l'arsenal réglementaire social développé par l'UE ces dernières années. Le prochain CFP pourrait tirer avantage de mécanismes permettant une détection et une évaluation améliorées des déséquilibres sociaux et de nouvelles dispositions pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs sociaux de l'UE à des niveaux de gouvernance désagrégés⁷⁸. Les initiatives d'investissement social entreprises au niveau infranational pourraient adopter un modèle de prestation plus différencié dans la politique de cohésion, permettant une expérimentation plus verticale lorsque la capacité de coordination est forte et des approches plus étroitement coordonnées (et des ressources supplémentaires de renforcement des capacités) lorsque la capacité est plus faible⁷⁹. Pour promouvoir la convergence économique et sociale ascendante, l'UE pourrait enfin être soutenue en adoptant des jalons et des objectifs territorialisés ou en liant les seuils d'affectation des fonds (sociaux) de l'UE à l'obtention de résultats sociaux dans des territoires spécifiques⁸⁰.

Dans cette approche, les « résultats sociaux » seraient définis en termes territoriaux, en utilisant un ensemble limité de résultats comparables mesurables au niveau NUTS2/3 (par exemple, en matière de couverture de la garde d'enfants, de déscolarisation précoce, d'accès aux soins primaires et de temps d'attente, de disponibilité de logements sociaux ou de chômage de longue durée).

6. Conclusion – Réaffirmer le modèle social-démocrate européen

Les événements géopolitiques poussent l'UE vers un agenda plus clair pour la souveraineté européenne. Toutefois, traduire cet élan en initiatives de défense et de sécurité uniquement serait faire preuve d'une vision à court terme. Si elle veut avoir un poids politique, la souveraineté européenne doit également reposer sur une capacité à soutenir un modèle distinctif de développement durable, non seulement en interne mais aussi dans ses interactions avec le reste du monde.

La réaction au défi transatlantique devrait être de réaffirmer le modèle social-démocrate européen. Dans cette note politique, nous avons proposé de doter l'agenda de la souveraineté européenne de la dimension sociale qui lui fait défaut. Avec le rapport Draghi, l'UE a commencé à repenser son modèle de croissance, mais avec une approche légère, qui ne suffit pas dans les circonstances de la nouvelle (et peut-être durable) rupture transatlantique. Les propositions de Mario Draghi offraient une nouvelle voie possible aux législateurs de l'UE, notamment une capacité budgétaire au niveau de l'UE qui pourrait soutenir des objectifs communs d'innovation et d'investissement et procurer une stabilisation anticyclique. Mais son adoption par les nouveaux dirigeants politiques de l'UE a été réduite à un « programme pour la compétitivité » qui n'a jusqu'à présent pas réussi à exprimer de quelle façon le modèle social européen pourrait aider à garantir que les transformations industrielles contribuent également à l'habileté sociale et à l'inclusion économique.

L'histoire a déjà démontré qu'une croissance fondée sur la confrontation sociale et l'accumulation débridée de capital coûte très cher au niveau politique. Les élections de Donald Trump et la stratégie du Brexit des ultra-conservateurs britanniques en sont deux exemples. La résurgence de pratiques autoritaires dans la sphère transatlantique montre par ailleurs que la démocratie elle-même et le respect de nos libertés politiques sont souvent les prochains sur la liste. Le fascisme, dans cette vision du monde, n'est plus considéré comme une simple curiosité des

années 1920 et 1930, mais comme une stratégie politique qui peut être réactivée à différentes périodes et dans différentes régions, dès lors qu'une crise capitaliste s'intensifie.

Dans ce contexte, le plan de sécurité nationale des États-Unis pose un défi existentiel à l'UE, à son modèle d'intégration économique, à son héritage de sécurité sociale et à la manière dont elle organise les échanges politiques. Les récents événements ont montré que si les partis de droite radicale se mobilisent souvent autour de promesses de freiner l'immigration, leur bilan au pouvoir est principalement axé sur les efforts systémiques visant à démanteler les protections du travail et à affaiblir les États-providence. Mais le principal risque auquel l'Europe est confrontée dans le cadre d'une telle alliance MAGA-MEGA est celui de l'« Angleterrisation », c'est-à-dire un scénario de subordination au-delà des dépendances existantes. À l'instar du Royaume-Uni dans les années 1980, les dirigeants nationaux et européens d'aujourd'hui qui démontrent une volonté d'apaiser Donald Trump conduisent en fait l'UE vers une position périphérique plutôt qu'autonome. Aider les États-Unis dans leurs efforts de réduction du déficit par l'achat d'armes et la dilution des politiques de l'UE pour promouvoir la déréglementation et la financiarisation peut servir un programme MAGA et les intérêts de ses réseaux de la Big Tech. Il devrait cependant être clair que cela se fait au détriment de la souveraineté européenne et des ambitions d'autonomie stratégique, vidant l'économie réelle et les modèles sociaux de l'UE.

Cet agenda devrait, d'une part, confronter les Européens les plus conservateurs et les plus libéraux, en leur demandant s'ils sont effectivement prêts à affronter les conséquences politiques de la séparation socio-économique, allant des restrictions de leurs propres libertés politiques à la perspective qui s'éloigne de soutenir les étapes d'intégration collective nécessaires pour naviguer dans cet environnement géopolitique de plus en plus hostile. Les progressistes, d'autre part, ne devraient pas se résigner à laisser l'UE jouer la défense ou les imitatrices ; il faut plutôt un nouvel agenda pour jouer offensif et réaffirmer le modèle social-démocrate de l'Europe. Jusqu'à récemment,

l'UE semblait encore évoluer dans une direction plus progressiste, en s'appuyant sur les innovations politiques des années d'après-crise et de pandémie pour combiner ambition économique et progrès social.

Le modèle social-démocrate de l'Europe était autrefois incarné dans le socle social et le plan d'action de Porto. Cette tendance étant remise en cause par la nouvelle Commission von der Leyen⁸¹, les progressistes ont à juste titre cherché à préserver cet acquis en défendant la nécessaire « consolidation » de cet agenda⁸². Aujourd'hui, la montée d'une alliance entre les conservateurs et l'extrême droite au Parlement européen et l'abandon par la Commission d'une « nouvelle déclaration sociale de Porto » sont le signe qu'un nouveau changement est nécessaire.

Fixer des objectifs est parfois considéré comme un outil politiquement controversé, car il projette des ambitions difficiles à atteindre. Mais les objectifs européens en particulier remplissent également des fonctions très utiles : ils aident à établir un langage commun (comme dans le cas de l'objectif AROPE, auquel beaucoup ont d'abord résisté) ; ils contraignent à exprimer des ambitions partagées ; et, c'est là peut-être le plus important, ils offrent des moyens très pratiques pour mesurer les progrès dans les engagements politiques pris sur des questions aussi essentielles que la façon d'améliorer les niveaux de qualité de vie et de renforcer la cohésion sociale.

Aujourd'hui, la réalisation des objectifs à long terme définis à Porto ne peut réussir que si la trajectoire de la politique économique est également corrigée. Ce programme doit aller plus loin (notamment par le biais d'un budget commun et d'un partage des risques beaucoup plus importants), afin de permettre une nouvelle forme d'élargissement et une coopération mutuellement bénéfique avec notre voisinage qui s'élargit, combinant développement et stabilité. Par ailleurs, la réalisation des engagements à long terme énoncés à Porto nécessitera de ramener les objectifs et les indicateurs sociaux au cœur de la coordination stratégique, pour faire office de boussole dans l'élaboration des politiques

macroéconomiques⁸³, mais aussi, et surtout, une *vision* claire de la manière dont une Europe sociale peut contribuer efficacement à ces objectifs⁸⁴.

L'Europe possède de nombreux atouts que le monde recherche de plus en plus. Elle reste une puissance industrielle et réglementaire majeure, ancrée dans l'une des populations les plus instruites et les plus qualifiées au monde. Ses économies sociales de marché constituent une base solide pour les investissements à long terme. Couplées à la capacité budgétaire collective et à la portée réglementaire de l'UE, ces ressources combinées devraient donner à l'Europe les moyens d'agir d'une manière qui fasse correspondre la force économique à la cohésion sociale et à la légitimité démocratique.

Pourtant, il est également vrai que, à une époque marquée par l'incertitude et la pression, la souveraineté aujourd'hui ne peut plus s'appuyer uniquement sur des règles mondiales. La réponse de l'Europe doit plutôt être guidée par une résilience commune, définie comme la volonté d'adapter constamment son architecture institutionnelle d'une manière qui accorde à ses héritages historiques le soin qui leur est dû. Comme un dirigeant allié l'a récemment observé, cette forme de gestion des risques peut entraîner des coûts plus élevés que l'efficacité seule. Mais ces coûts peuvent être partagés, ce qui réduit l'effet de levier qui permet la coercition. En fin de compte, les investissements nationaux dans la résilience collective de l'Europe sont à la fois une alternative plus efficace et plus juste à la construction d'un continent de forteresses isolées.

La réponse à une libéralisation débridée repose en fin de compte sur la force du contrat social que les sociétés européennes ont élaboré au fil des générations. En plaçant la cohésion sociale au cœur de son agenda pour la souveraineté européenne, l'Union aiderait à montrer aux citoyens européens que cet agenda cherche au moins autant à mettre l'Union à l'abri des turbulences extérieures qu'à renforcer sa capacité à répondre à leurs préoccupations quotidiennes.

POUR ALLER PLUS LOIN

Andor, L. (2022) « The lights of Porto: The EU social season and its aftermath », Étude IMK n° 75, Hans Böckler Stiftung.

Andor, L. et F. Balate (2025) « Under pressure and inspiration: Reshaping public services and welfare states in Europe », dans P. Diamond et A. Skrzypek (éd.) *The Great Unravelling* (Bruxelles : FEPS).

Crespy, A. (2022) *The European Social Question: Tackling Key Controversies* (Newcastle upon Tyne : Agenda Publishing).

« Employment and social developments in Europe: Upward convergence in the EU and the role of social investment ». Rapport annuel. Commission européenne, 2024.

Giddens, A., P. Diamond et R. Liddle (éd.) (2006) *Global Europe, Social Europe* (Cambridge : Polity Press).

Hacker, B. (2023) *Social Europe: From Vision to Vigour: The Need to Balance Economic and Social Integration* (Bruxelles : FEPS).

Schwab, T. (2024) « Quo vadis, cohesion policy? European regional development at a crossroads ». Bertelsmann Stiftung.

Hemerijck, A. and R. Huguenot-Noël (2022) *Resilient Welfare States in the European Union* (Newcastle upon Tyne: Agenda Publishing).

NOTES DE FIN DE TEXTE

- 1 Balibar, É., J. Lacroix, D. Méda et al. (2026) « Why Europe needs a new social federalism ». *Europe sociale*, 29 janvier.
- 2 Andor, L. et R. Huguenot-Noël (2021) « The Janus' face of Europe's new social rulebook ». *VoxEU*, 5 mai.
- 3 « Budget 2024 de l'UE : principaux domaines ». Conseil de l'Union européenne, 4 février 2025.
- 4 Fischer, G. (2025) « Social Europe: Recent developments », dans V. Astrov, G. Fischer et G. W. Kolodko (éd.) *wiiw Rapport mensuel n° 9/2025* (L'institut de Vienne des études économiques), septembre, p. 22.
- 5 C'était en référence à 2019, où il s'élevait à 11,7 %. Cet objectif était relativement ambitieux dès le départ, étant donné que cet indicateur n'a que légèrement baissé durant la dernière décennie (-1,9 pp entre 2001 et 2021), voir « Situation des femmes sur le marché du travail ». Commission Européenne.
- 6 Fabris, B. L., B. Vanhercke et W. Zwysen (2026) « Social protection in the shadow of deregulation: tackling (in-work) poverty and the high cost of living ». *Benchmarking Working Europe 2026*, Institut syndical européen (Etui).
- 7 Ibid.
- 8 «European Working Conditions Survey 2024: First findings ». Office des Publications de l'Union Européenne. Eurofound, 2025.
- 9 Plus connu sous son acronyme AROPE, cet indicateur enregistre le nombre de personnes vivant dans des foyers connaissant au moins l'un des trois risques de pauvreté et d'exclusion sociale : risque de pauvreté, privation matérielle et sociale sévère, et/ou vivant dans un foyer à très faible intensité de travail.
- 10 L'objectif AROPE est présenté comme un point de pourcentage de référence implicite dérivé de l'engagement de l'UE à réduire le nombre de personnes AROPE d'au moins 15,6 millions d'ici 2030, en utilisant la population de l'UE de 2019 comme référence. En 2024, le nombre absolu de personnes exposées au risque de pauvreté s'élevait à 93,252 millions, soit 21 % de la population de l'UE.
- 11 Kyriazi, A., J. Miró et M. Natili (éd.) (2025) *Social Policy and EU Polity-Building through Crises and Beyond* (Londres : Routledge), p. 4-7.
- 12 Ciccolini, G., M. Endrich, A. Nédée et al. (2025) « Intergenerational fairness in the EU: Income and housing dynamics in the context of demographic change ». JRC144437. Office des Publications de l'Union Européenne.
- 13 Kohl, S., F. Müller et R. Wilken (2026) « Housing question old and new: Mapping crowding, tenure, rents and segregation in the neighbourhoods of major European cities around 1900 and today ». *International Journal of Urban and Regional Research*. DOI : 10.1111/1468-2427.70044
- 14 Ciccolini, G., M. Endrich, A. Nédée et al. (2025) « Intergenerational fairness in the EU: Income and housing dynamics in the context of demographic change ».
- 15 Voir, par exemple : Cremaschi, S., P. Rettl, M. Cappelluti et al. (2023) « Geographies of discontent: Public service deprivation and the rise of the far right in Italy ». Document de travail n° 24-024. Harvard Business School ; Wagner, P. (2023) « Populism as a problem of social integration: How tension at the workplace and with the welfare state fuels working-class welfare chauvinism ». Thèse de doctorat. Institut d'études politiques de Paris. HAL.
- 16 Andor, L. (2022) *Europe's Social Integration, Welfare Models and Economic Transformations* (Bruxelles : FEPS)
- 17 Vandenbroucke, F., C. Barnard et G. De Baere (éd.) (2017) *A European Social Union after the Crisis* (Cambridge : Cambridge University Press) ; Ferrera, M. (2019) « Why we need a European Social Union. A free standing political justification ». Document de travail LIEPP. Sciences Po.
- 18 Huguenot-Noël, R. et F. Corti (2023) « EU employment policy and social citizenship (2009–2022): An inclusive turn after the Social Pillar? » *Transfert : European Review of Labour and Research*, 2(29) : 185-201.
- 19 Belgium24.eu ; « Social investment for resilient economies ». Note technique conjointe ECOFIN-EPSCO (Groupe de travail informel sur l'investissement social). Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, mars 2024 ; « Le rôle de l'investissement social ». Examen de l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe (ESDE) (Groupe de travail de haut niveau sur la protection sociale). Commission européenne, 2024.
- 20 Draghi, M. (2024) « The future of European competitiveness ». Commission européenne.
- 21 « Document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe ». Commission européenne, 2017.
- 22 Corti, F. (2022) *The Politicisation of Social Europe: Conflict Dynamics and Welfare Integration* (Cheltenham : Edward Elgar).

- 23 Aranguiz, A. (2022) *Combating Poverty and Social Exclusion in European Union Law* (Abingdon : Routledge).
- 24 Le 11 novembre 2025, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé la validité de la directive (avec des corrections mineures). La directive est non seulement légitime, mais aussi légale. La décision de la CJUE est positive en ce qui concerne l'élaboration de la politique sociale de l'UE en général. L'annulation partielle concerne les dispositions avec ingérence directe dans la fixation des salaires, tandis que la Cour a confirmé les autres dispositions de la directive, notamment l'article 5, paragraphe 1, qui lie le salaire minimum à l'adéquation, dans le but d'atteindre un niveau de vie décent, et l'article 5, paragraphe 4, qui inclut le « seuil de décence » basé sur 50 % du salaire médian et 60 % du salaire moyen comme points de référence clés pour évaluer l'adéquation.
- 25 Huguenot-Noël, R. (2025) « Addressing challenges to international cooperation: The case of the euro ». Conférence annuelle ESPAnet, Milan, 27-29 août.
- 26 Kriesi, H., Stolle, D., Russo, L., Cicchi, L., Oana, I., Alexandru D., M. et D. Kovarek (2026). « SiE survey dataset on solidarity in Europe (2025) ». (Cologne : GESIS). DOI : 10.7802/2986.
- 27 Bokhorst, D. et S. Schreurs (2023) « Europe's social revival: From Gothenburg to Next Generation EU (SIEPS 14epa) ». Institut suédois d'études politiques européennes.
- 28 Kosec, K. et C. H. Mo (2026). « Shrinking welfare in the United States will bring political and social consequences ». Dotation Carnegie pour la paix internationale, 8 janvier.
- 29 Alesina, A. F., E. L. Glaeser et B. Sacerdote (2001) « Why does not the United States have a European-style welfare state? » *Articles universitaires, Harvard University Department of Economics*, 12502088.
- 30 « Taux d'emploi par sexe, âge et pays ». Eurostat, 2025.
- 31 « Employment rate of women in the U.S. since 1990 ». Statista, 2026
- 32 « Indicateurs du développement dans le monde : espérance de vie à la naissance, total (années) ». Banque Mondiale, 2023.
- 33 « Indice de Gini du revenu disponible équivalent (tessi190) ». Eurostat, 2025.
- 34 « Indice de Gini. Les indicateurs du développement mondial. » Banque Mondiale, 2023.
- 35 « Monthly budget review: Summary for fiscal year 2024 ». Congressional Budget Office, 8 novembre 2024.
- 36 Damsgaard Tørsløv, T. (2025) « The European Union is becoming the world's 'quality of life' superpower ». Think Europa, 5 octobre.
- 37 Sent, E.-M. (2026) « It's the European economy, stupid ». *The Progressive Post*, 4 février.
- 38 Alexander-Shaw, K., J. Ganderson et W. Schelkle (2023) « The strength of a weak centre: Pandemic politics in the European Union and the United States ». *Comparative European Politics*, 4(21) : 448-469 ; Filauro, S. et Z. Parolin (2025) « Poverty reduction during the COVID-19 pandemic: How did the European Union perform relative to the United States? » *Journal of European Social Policy*.
- 39 Draghi, M. (2024) « The future of European competitiveness ».
- 40 Crespy, A. (2025) « Boosting social Europe in challenging times: Pathways to boost the European eco-social model at the start of the new EU legislature ». Perspective : économie et finance. Friedrich-Ebert-Stiftung, février.
- 41 Hartlapp, M. et J. Windwehr (2025) « Studying the reconfiguration of EU social policy », dans B. Ebbinghaus et M. Nelson (éd.) *Handbook on Welfare State Reform* (Cheltenham : Edward Elgar), p. 326-342..
- 42 Koch, C. et D. Biegon (2025). « Public investment in the proposed 2028-2034 EU budget – Needs, gaps and options ». Note politique. Fondation européenne d'études progressistes.
- 43 Ibid, p. 12.
- 44 Pour vérifier, voir, par exemple : Saraceno, F. (2022) « The return of fiscal policy: The new European Union macro-economic activism and lessons for future reform ». Document de travail de l'OIT n° 59. Organisation internationale du travail, p.18-20 ; Saraceno, F. (2017) « When Keynes goes to Brussels: A new fiscal rule for the EMU? » *Annales de la Fondazione Luigi Einaudi*, 51: 131-158.
- 45 Voir aussi : Koch et Biegon 2025, p. 21.
- 46 Kolesnichenko, A. et G. R. Oosterwijk (2024) « Progressive foundations for modern European industrial policy » Note politique. Fondation européenne d'études progressistes.
- 47 Hemerijck, A. et R. Huguenot-Noël (2022) *Resilient Welfare States in the European Union* (Newcastle upon Tyne : Agenda Publishing).

- 48 Corti, F., A. Ounnas et T. Ruiz de la Ossa (2023) « Job retention schemes between the Great Recession and the COVID-19 crises: Does the institutional design affect the take up? An EU-27 cross-country comparison ». Analyse approfondie du CEPS n° 2023-02. Centre for European Policy Studies.
- 49 Dolls, M. (2024) « An unemployment reinsurance scheme for the eurozone? Stabilizing and redistributive effects ». *European Economic Review*, 170, 104872.
- 50 Fischer, G., R. Strauss et S. Spasova (2026) « A European unemployment reassurance scheme revisited ». Articles de recherche de l'OSE. Observatoire social européen.
- 51 Georgiou, C. (2025) « The structural power of finance, the quest for EU safe assets and the perspective of a permanent EU borrowing capacity ». *Journal of European Public Policy*. DOI : 10.1080/13501763.2025.2608179
- 52 Denis B. (2025) « What should Europe's industrial policy – and Europe itself – look like? », dans A. Piasna, S. Theodoropoulou et B. Vanhercke (éd.) (2025) *Benchmarking Working Europe 2025* (Bruxelles : ETUI et ETUC).
- 53 Letta, E. (2024) « Much more than a market: Empowering the single market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU citizens ». Commission européenne.
- 54 Zeitlin, J. et B. Rangoni (2025) « How the European Union conciles uniform regulation with legitimate diversity: Towards a tighter experimentalist architecture ». *Journal of European Public Policy*.
- 55 Beveridge, W. (1942) « Social insurance and allied services ». Document du gouvernement britannique 6404. HMSO ; Esping-Andersen, G. (1990) *The Three Worlds of Welfare Capitalism* (Princeton, NJ : Princeton University Press).
- 56 Hemerijck, A. et D. Bokhorst (2026) *Governing the Welfare Commons* (Oxford : Oxford University Press).
- 57 Lamont, M. (2025) *Seeing Others : How to Redefine Worth in a Divided World* (Londres : Penguin).
- 58 Hartlapp, M., G. Smolica et G. Weizman Shapira (2025) « Beyond programmatic talk: Measuring quality and quality of regulation for social, green and innovation goals in public procurement ». Conférence générale de l'ECPR, Berlin, Allemagne, 11-13 juin.
- 59 Letta, E. (2024) « Much more than a market: Empowering the single market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU citizens ».
- 60 Voir « CSDDD Datahub reveals law covers less than 3,400 EU-based corporate groups », Centre de recherche sur les multinationales (SOMO), janvier 2025.
- 61 « Making better use of public procurement: Opportunities for quality jobs, workers' rights and social progress in European public procurement ». Uni Europa, mars 2025.
- 62 « Joint statement on the revision of the EU Public Procurement Directive 2014/24 ». FoodServiceEurope, Confédération européenne des services de sécurité (CoESS), European Cleaning and Facility Services Industry (EFCI), Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, l'agriculture et le tourisme (EFFAT), et uni Europa, 26 janvier 2026.
- 63 Hartlapp, M. (2020) « Measuring and comparing the regulatory welfare state: Social objectives in public procurement ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 1(691): 68-83. DOI : 10.1177/0002716220952060
- 64 Kirton-Darling, J. et I. Barthès (2024) « Draghi report: A social agenda is lack ». Europe sociale, 12 septembre.
- 65 Kyriazi, A., J. Miró et M. Natili (éd.) (2025) *Social Policy and EU Polity-Building through Crises and Beyond*.
- 66 Crespy, A. (2016) *Welfare Markets in Europe: The Democratic Challenge of European Integration* (Oxford : Oxford University Press).
- 67 Ferrando, M., M. Ferri et R. Lucas (2019) « Alternatives to public procurement in social care ». Association européenne des prestataires de services aux personnes handicapées.
- 68 Certains des principaux points à retenir du rapport produit pour ce groupe de haut niveau se trouvent aujourd'hui dans : Rodríguez-Pose, A. (2025) « Forging a sustainable future together: Cohesion Policy at its defining moment ». *Études régionales*, 1(59): 2552869. DOI : 10.1080/00343404.2025.2552869
- 69 Rodríguez-Pose, A. (2017) « The revenge of the places that don't matter (and what to do about it) ». *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 1(11) : 189-209..
- 70 « Forging a sustainable future together: Cohesion for a competitive and inclusive Europe ». Direction générale de la politique régionale et urbaine. Commission européenne, 2024.
- 71 « Forging a sustainable future together – Cohesion for a competitive and inclusive Europe, Directorate-General for Regional and Urban Policy ». Groupe de haut niveau sur l'avenir de la politique de cohésion. Office des publications de l'Union européenne, 2024.

- 72 Hartlapp, M. et J. Windwehr (2025) « Studying the reconfiguration of EU social policy ».
- 73 Afscharian, D., T. Fischer, L. Bänsch et al. (2026) « Fostering children's opportunities ». Document d'orientation. Zentrum für neue Sozialpolitik, 26 janvier.
- 74 Shahini, V., A. V. Panaro et M. Jessoula (2024) « The politics of minimum income protection in the EU: The long road to a Council Recommendation », dans B. Vanhercke, S. Sabato et S. Spasova (eds) *Social Policy in the European Union: State of Play 2023: An Ambitious Implementation of the Social Pillar* (Bruxelles : ETUI et l'Observatoire social européen), p. 95-114.
- 75 Letta, E. (2024) « Much more than a market: Empowering the single market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU citizens ».
- 76 Rodríguez-Pose, A. (2025). « Forging a sustainable future together: Cohesion Policy at its defining moment ». *Études régionales*, 59(1). DOI : 10.1080/00343404.2025.2552869.
- 77 Lang, V., N. Redeker et D. Bischof (2022) « Place-based policies and inequality within regions ». OSF Preprints ; Hansum, R. (2025) « Implementation of cohesion policy funds in the EU member states – who gets what, when and how? » Thèse de doctorat. Hertie School. OPUS4.
- 78 Zeitlin, J., D. Bokhorst et E. Eihmanis (2023) « Rethinking the governance and delivery of the Cohesion Policy Funds: Is the Recovery and Resilience Facility (RRF) a model? » Rapport final. Commission européenne, Direction générale de la politique régionale et urbaine, octobre.
- 79 Ballantyne, S., A. Hemerijck, L. Mascioli et al. (2023) « Taking social investment serious in EU cohesion policy ». Rapport final. Commission européenne, avril.
- 80 Huguenot-Noël, R. (2023) « 'Cash for reforms' in the EU after the RRF: Can cohesion benefit? » Rapport final. Direction générale de la politique régionale et urbaine. Commission européenne.
- 81 Crespy, A. et B. Kenn (2022) « The EU's 'people, skills, preparedness' agenda: A risky shift in social policy ». Europe sociale.
- 82 Vanhercke, B., S. Sabato et S. Spasova (eds) (2024) *Social Policy in the European Union: State of Play 2023 – An Ambitious Implementation of the Social Pillar* (Bruxelles : ETUI et OSE).
- 83 Cantillon, B., M. Ferrera and M. Keune (2024) « Stepping up the EU agenda on social citizenship ». Europe sociale, 12 avril.
- 84 Ferrera, M. (2024) *Politics and Social Visions: Ideology, Conflict, and Solidarity in the EU* (Oxford : Oxford University Press).

À PROPOS DES AUTEURS



LÁSZLÓ ANDOR

László Andor est le secrétaire général de la FEPS. Économiste et ancien commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion (2010-2014), M. Andor a été chef du département de politique économique de l'Université Corvinus (Budapest), chercheur principal à la Hertie School of Governance (Berlin) et professeur invité à l'ULB (Bruxelles) et à Sciences Po (Paris). Il a été le rédacteur en chef de la revue *Eszmélet* et un chroniqueur régulier pour *Figyelo* et *Népszava*. Il a écrit, publié ou copublié une douzaine de livres. M. Andor a également enseigné à l'Université Rutgers en tant que professeur invité dans le programme Fulbright, il a travaillé en tant que conseiller pour la Banque mondiale sur SAPRI, le Comité budgétaire du Parlement hongrois (1998-1999) et le bureau du Premier ministre (2002-2005). Il a également été membre du conseil d'administration de la BERD. Il est titulaire d'un diplôme en sciences économiques de l'Université Karl Marx (aujourd'hui Corvinus), d'une maîtrise en économie du développement de l'Université de Manchester et d'un doctorat de l'Académie hongroise des sciences. Il a reçu le titre de docteur honoris causa de l'Université d'économie nationale et mondiale de Sofia et la Légion d'honneur du Président de la République française (2014).



ROBIN HUGUENOT-NOËL

Robin Huguenot-Noël est chercheur postdoctoral à la Freie Universität Berlin (FU). Formé en sciences économiques et politiques, il est titulaire d'un doctorat de l'Institut universitaire européen de Florence. Il a travaillé de 2014 à 2020 comme conseiller auprès du Trésor britannique, de l'Agence allemande de coopération et de développement (GIZ) et du Centre de politique européenne (CEP). Il a contribué à plusieurs rapports aux institutions de l'UE sur la gouvernance économique de l'UE, la politique de cohésion et la politique sociale dans l'UE.

À PROPOS DE LA FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES (FEPS)

La FEPS, fondation européenne politique progressiste, est le groupe de réflexion de la famille politique progressiste au niveau de l'UE. Notre mission est de mener des recherches innovantes, d'élaborer des conseils politiques, des formations et d'organiser des débats pour inspirer et éclairer les politiques progressistes à travers l'Europe.

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



Avenue des Arts 46
1000 Bruxelles, Belgique
info@feps-europe.eu
www.feps-europe.eu
@FEPS_Europe

À PROPOS DE LA FONDATION FRIEDRICH EBERT PORTUGAL

Sous notre statut de Fondation Friedrich Ebert au Portugal (FES Portugal), nous accompagnons depuis 1976 la transformation politique et sociale du Portugal de notre bureau à Lisbonne, notamment par le dialogue avec les syndicats et les décideurs politiques. Nous nous appuyons sur cette relation de confiance de longue date pour travailler sur des questions clés de la politique européenne, et plus particulièrement la justice sociale et la résilience démocratique. Nous nous considérons comme des médiateurs, développant des approches politiques progressistes avec des partenaires au Portugal, en Allemagne et en Europe. Nous bénéficions du soutien de partenaires locaux et de notre réseau mondial de plus de 80 bureaux dans le monde entier.



Av. Sidónio Pais 16 1º Dto,
1050-215 Lisbonne, Portugal
info.portugal@fes.de
www.portugal.fes.de
@fesportugal

À PROPOS DE LA FONDATION RES PUBLICA

La Fondation Res Publica est un groupe de réflexion portugais dédié à la pensée politique et à la politique publique, inspiré par les valeurs que sont la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la dignité et les droits de l'homme. Son axe de travail tourne autour de la promotion de la démocratie, de la cohésion sociale et du développement durable par le biais de la recherche, du débat public et de la coopération institutionnelle, en s'attachant plus particulièrement aux politiques sociales, économiques et européennes. Pour progresser dans cette mission, la Fondation organise des débats, des conférences, des podcasts, des publications et des formations, afin d'encourager la réflexion critique et la participation civique autour des défis majeurs que les politiques publiques contemporaines doivent relever.



Av. da República, n.º34 – 8º andar
1050-193 Lisbonne, Portugal
geral@fundacaorespublica.pt
www.fundacaorespublica.pt
@respublicafundacao

À PROPOS DE SOLIDAR

SOLIDAR est un réseau européen de plus de 50 organisations de la société civile (OSC) à la portée mondiale, qui œuvre pour faire progresser la justice sociale par le biais d'une transition juste en Europe et dans le monde.



Avenue des Arts, 50, Bte 5, 2ème étage,
1000 Bruxelles, Belgique
communications@solidar.org
www.solidar.org
@Solidar_EU

À PROPOS DE CENTRE JOHANNES MIHKELSON

Le Centre Johannes Mihkelson est un centre de compétences estonien fondé en 1993. Nous travaillons à l'intersection de l'emploi, de l'inclusion sociale et du soutien communautaire. Notre mission est de promouvoir l'égalité des chances, des marchés du travail inclusifs, la participation sociale et un soutien centré sur l'individu pour les personnes en situation de vulnérabilité.



Riia 13-23,
Tartu, Estonie
jmk@jmk.ee
www.jmk.ee
@jmk1993

À PROPOS DE PROFORUM

Le Progressive Forum de l'Association civique (PROFORUM) est une association d'intérêt volontaire de citoyens, indépendante des partis et des mouvements politiques. Son objectif est de soutenir un débat constructif et de fond et de proposer des recommandations sur l'orientation de la Slovaquie et sa place en Europe et dans le monde, en s'intéressant plus particulièrement aux questions suivantes : comment concilier la mondialisation et l'humain, comment prévenir la pauvreté, comment promouvoir la justice sociale et comment prévenir la dégradation de l'environnement.



Batkova 1,
841 01 Bratislava, Slovaquie
proforum@proforum.sk
www.proforum.sk
@progresivneforum

SUR LE MÊME SUJET

